

Considérant que la procédure électorale doit débiter cent cinquante jours avant la date des élections et qu'en conséquence cette date doit pouvoir être déterminée à temps pour pouvoir régler cette procédure dans les entreprises et afin de donner le temps nécessaire aux employeurs, aux organisations de travailleurs et aux organisations d'employeurs pour prendre les mesures d'encadrement concernant l'organisation des élections sociales;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les élections pour la désignation des délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités pour la prévention et la protection au travail auront lieu pendant la période qui débute le 6 mai 2004 et qui se termine le 19 mai 2004.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 20 septembre 1948, *Moniteur belge* du 27-28 septembre 1948.

Loi du 16 janvier 1967, *Moniteur belge* du 21 janvier 1967.

Loi du 23 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 7 juillet 1994, *Moniteur belge* du 5 août 1994.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996.

Overwegende dat de verkiezingsprocedure honderdvijftig dagen voor de datum van de verkiezingen moet aanvangen en dat deze datum bijgevolg tijdig moet kunnen worden vastgesteld om deze procedure in de ondernemingen te kunnen regelen en om de werkgevers en de werknemers- en werkgeversorganisaties de nodige tijd te geven voor het nemen van begeleidende maatregelen inzake het organiseren van sociale verkiezingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verkiezingen voor de aanwijzing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden en bij de comités voor preventie en bescherming op het werk zullen plaatshebben gedurende een periode die aanvangt op 6 mei 2004 en eindigt op 19 mei 2004.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 20 september 1948, *Belgisch Staatsblad* van 27-28 september 1948.

Wet van 16 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1967.

Wet van 23 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 7 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1994.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2003 — 2265

[C — 2003/12254]

**15 MAI 2003. — Arrêté royal
relatif aux conseils d'entreprise et aux comités
pour la prévention et la protection au travail (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie modifiée par les lois des 15 juin 1953, 15 mars 1954, 28 janvier 1963, 16 janvier 1967, 17 février 1971, l'arrêté royal du 1^{er} mars 1971, la loi du 23 janvier 1975, l'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978, l'arrêté royal n° 15 du 23 octobre 1978 et les lois des 22 janvier et 21 février 1985, la loi du 29 juillet 1986, la loi-programme du 22 décembre 1989, la loi du 2 janvier 1991, la loi du 19 mars 1991, l'arrêté royal du 21 mai 1991, la loi du 7 juillet 1994, la loi du 13 février 1998, la loi du 28 février 1999, la loi du 5 mars 1999 et la loi du 3 mai 2003, notamment les articles 14 à 36;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail modifiée par la loi du 13 février 1998, la loi du 28 février 1999, la loi du 5 mars 1999 et la loi du 3 mai 2003, notamment les articles 48 à 76;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2003 — 2265

[C — 2003/12254]

**15 MEI 2003. — Koninklijk besluit
betreffende de ondernemingsraden en de comités
voor preventie en bescherming op het werk (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wetten van 15 juni 1953, 15 maart 1954, 28 januari 1963, 16 januari 1967, 17 februari 1971, het koninklijk besluit van 1 maart 1971, de wet van 23 januari 1975, het koninklijk besluit nr. 4 van 11 oktober 1978, het koninklijk besluit nr. 15 van 23 oktober 1978 en de wetten van 22 januari en 21 februari 1985, de wet van 29 juli 1986, de programmawet van 22 december 1989, de wet van 2 januari 1991, de wet van 19 maart 1991, het koninklijk besluit van 21 mei 1991, de wet van 7 juli 1994, de wet van 13 februari 1998, de wet van 28 februari 1999, de wet van 5 maart 1999 en de wet van 3 mei 2003, inzonderheid op de artikelen 14 tot 36;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998, de wet van 28 februari 1999, de wet van 5 maart 1999 en de wet van 3 mei 2003, inzonderheid op de artikelen 48 tot 76;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que les élections pour le renouvellement des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail auront lieu à partir du 6 mai 2004; considérant qu'en conséquence, la procédure électorale devra, dans certaines entreprises, commencer le 9 décembre 2003; considérant que la détermination du personnel occupé par une entreprise en vue de l'institution d'un conseil d'entreprise ou d'un comité pour la prévention et la protection au travail en 2004 se fait sur base d'une période de référence couvrant l'année 2003 qui est déjà en cours; considérant qu'il convient que les personnes intéressées soient informées à temps de la procédure à suivre pour qu'elles puissent se préparer à entamer la procédure prescrite; considérant que les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs apportent un soutien au point de vue documentation et information aux entreprises concernées et que la préparation de cette collaboration est longue;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

PREMIERE PARTIE. — Organisation des élections

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° conseil : le conseil d'entreprise;
- 2° comité : le comité pour la prévention et la protection au travail;
- 3° organe : le conseil ou le comité;
- 4° personnel de direction : les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise, qui ont pouvoir de représenter et d'engager l'employeur, ainsi que les membres du personnel directement subordonnés à ces personnes, lorsqu'ils remplissent également des missions de gestion journalière;
- 5° organisations représentatives des cadres : les organisations reconnues conformément à la procédure fixée à l'article 2;
- 6° organisations représentatives des travailleurs :
 - a) les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs constituées sur le plan national, représentées au Conseil central de l'Economie et au Conseil national du Travail et qui comptent au moins 50 000 membres;
 - b) les organisations professionnelles et interprofessionnelles affiliées à ou faisant partie d'une organisation interprofessionnelle visée au a);
- 7° jeune travailleur : les travailleurs qui n'ont pas atteint l'âge de vingt cinq ans au jour de l'élection;
- 8° travailleur : les personnes occupées en vertu d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage; sont assimilés à ces personnes, les travailleurs placés en formation professionnelle dans l'entreprise par les organismes des Communautés chargés de la formation professionnelle; les chercheurs engagés par le Fonds national de la Recherche scientifique ainsi que par les Fonds associés au Fonds national de la Recherche scientifique sont considérés comme travailleurs de l'établissement dans lequel ils exercent leur mandat de recherche.

Art. 2. Les organisations représentatives des cadres qui souhaitent être reconnues doivent en adresser la demande au Ministre fédéral qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions sous pli recommandé à la poste.

Cette demande doit être accompagnée :

- d'une copie de leur statut;
- de la liste de leurs dirigeants;
- de leur dénomination;
- de leur adresse;
- de leur numéro de téléphone.

Elles doivent également y joindre tout élément utile pour déterminer si elles remplissent les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Avant de Nous proposer la reconnaissance d'une organisation représentative des cadres, le Ministre fédéral qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions prend l'avis du Conseil national du Travail. Celui-ci fait parvenir son avis dans les deux mois de la demande qui lui est faite, à défaut de quoi il sera passé outre.

Overwegende dat de verkiezingen tot vernieuwing van de ondernemingsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk zullen plaatshebben vanaf 6 mei 2004; overwegende dat de verkiezingsprocedure bijgevolg in sommige ondernemingen zal moeten aanvangen op 9 december 2003; overwegende dat de vaststelling van het personeel dat door een onderneming wordt tewerkgesteld met het oog op de oprichting in 2004 van een ondernemingsraad of van een comité voor preventie en bescherming op het werk, gebeurt op basis van een referentieperiode die het reeds lopende jaar 2003 dekt; overwegende dat het past dat belanghebbenden tijdig zouden zijn ingelicht over de te volgen procedure opdat ze zich kunnen voorbereiden om de voorgeschreven procedure te starten; overwegende dat de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties ondersteuning verlenen op het vlak van documentatie en informatie aan de betrokken ondernemingen en dat de voorbereiding van deze medewerking lang duurt;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

EERSTE DEEL. — Organisatie van de verkiezingen

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- 1° raad : de ondernemingsraad;
- 2° comité : het comité voor preventie en bescherming op het werk;
- 3° orgaan : de raad of het comité;
- 4° leidinggevend personeel : de personen belast met het dagelijks beheer van de onderneming, die gemachtigd zijn om de werkgever te vertegenwoordigen en te verbinden, alsmede de personeelsleden, onmiddellijk ondergeschikt aan die personen, wanneer zij eveneens opdrachten van dagelijks beheer vervullen;
- 5° representatieve organisaties van kaderleden : de organisaties erkend overeenkomstig de procedure vastgelegd bij artikel 2;
- 6° representatieve werknemersorganisaties :
 - a) de op nationaal vlak opgerichte interprofessionele representatieve werknemersorganisaties, vertegenwoordigd in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad en die ten minste 50 000 leden tellen;
 - b) de professionele en interprofessionele organisaties die bij een onder a) bedoelde interprofessionele organisatie zijn aangesloten of er deel van uitmaken;
- 7° jeugdige werknemer : de werknemers die de leeftijd van vijftientig jaar niet bereikt hebben op de dag van de verkiezingen;
- 8° werknemer : de personen tewerkgesteld krachtens een arbeids- of een leerovereenkomst; worden gelijkgesteld met deze personen, de werknemers die voor een beroepsopleiding in de onderneming geplaatst zijn door de gemeenschapsinstellingen belast met de beroepsopleiding; de onderzoekers aangeworven door het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek evenals door de Fondsen geassocieerd met het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, worden beschouwd als werknemers van de instelling waar zij hun onderzoeksoverdracht uitoefenen.

Art. 2. De representatieve organisaties van kaderleden die willen erkend zijn, moeten hun verzoek bij een ter post aangetekende brief richten tot de federale Minister bevoegd voor de werkgelegenheid en de arbeid.

Dit verzoek moet vergezeld zijn van :

- een afschrift van hun statuten;
- een lijst met hun leiders;
- hun benaming;
- hun adres;
- hun telefoonnummer.

Zij moeten eveneens elk gegeven eraan toevoegen, dat dienstig is om vast te stellen of zij de voorwaarden vervullen, vastgesteld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Alvorens Ons de erkenning van een representatieve organisatie van kaderleden voor te stellen, wint de federale Minister bevoegd voor de werkgelegenheid en de arbeid het advies in van de Nationale Arbeidsraad. Deze deelt zijn advies mede binnen twee maanden na de hem gedane aanvraag, bij ontstentenis ervan wordt eraan voorbij gegaan.

CHAPITRE II. — *Entreprises devant instituer un organe*

Art. 3. § 1^{er}. Un conseil doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins cent travailleurs. Il en est de même dans les entreprises où a été institué ou aurait dû être institué un conseil lors de l'élection précédente pour autant qu'elles occupent habituellement en moyenne au moins cinquante travailleurs.

Toutefois, dans ces entreprises occupant moins de cent travailleurs, il n'y a pas lieu de procéder à l'élection des membres du conseil. Leur mandat est exercé par les délégués du personnel élus au comité.

§ 2. Un comité doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins cinquante travailleurs. Pour les entreprises du secteur des mines, minières et carrières souterraines, un comité doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins vingt travailleurs.

§ 3. Pour l'application de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, est visée l'entreprise avec ou sans finalité industrielle ou commerciale.

§ 4. Pour l'application du présent article et de l'article 4, ne sont pas considérés comme des travailleurs :

- le travailleur lié par un contrat de remplacement conclu conformément aux dispositions de l'article 11^{ter} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
- le travailleur intérimaire.

Art. 4. § 1^{er}. La moyenne des travailleurs occupés dans l'entreprise, au sens de l'article 14, alinéa 1^{er} de la loi du 20 septembre 1948 et de l'article 49 de la loi du 4 août 1996, se calcule en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils compris dans chaque période commençant à la date de l'entrée en service et se terminant à la date de sortie de service communiquée par l'employeur pour chaque travailleur en vertu de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent le trimestre dans lequel se situe l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Pour les travailleurs qui ne sont pas soumis à l'application de l'arrêté royal précité du 5 novembre 2002, cette moyenne est calculée, par dérogation à l'alinéa précédent, en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils pendant lesquels chacun de ces travailleurs a été inscrit dans le registre général du personnel, dont la tenue est imposée par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, ou, pour l'entreprise qui n'est pas soumise à ces dispositions, dans tout document en tenant lieu, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent le trimestre dans lequel se situe l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

§ 2. Lorsque l'horaire de travail effectif d'un travailleur n'atteint pas les trois quarts de l'horaire qui serait le sien s'il était occupé à temps plein, le total des jours civils visés au § 1^{er} au cours de la période de quatre trimestres visée au § 1^{er}, sera divisé par deux.

§ 3. En cas de transfert conventionnel d'entreprise au sens de l'article 21, § 10, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et des articles 69 et 70 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, le calcul s'effectue sur base de la partie de la période de quatre trimestres fixée au § 1^{er} se situant après le transfert et en divisant par le nombre de jours civils se situant dans cette même partie le total des jours civils visés au § 1^{er} qui se situent dans cette même partie.

HOOFDSTUK II. — *Ondernemingen die een orgaan moeten oprichten*

Art. 3. § 1. Er moet een raad worden opgericht in de ondernemingen, die gewoonlijk gemiddeld ten minste honderd werknemers tewerkstellen. Hetzelfde geldt voor de ondernemingen waar bij de vorige verkiezing een raad werd opgericht of had moeten worden opgericht, voor zover zij gewoonlijk gemiddeld ten minste vijftig werknemers tewerkstellen.

In die ondernemingen waar minder dan honderd werknemers worden tewerkgesteld moet evenwel niet worden overgegaan tot de verkiezing van de leden van de raad. Hun mandaat wordt uitgeoefend door de personeelsafgevaardigden verkozen in het comité.

§ 2. Er moet een comité worden opgericht in de ondernemingen die gewoonlijk gemiddeld ten minste vijftig werknemers tewerkstellen. Voor de ondernemingen van de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, moet een comité worden opgericht in de ondernemingen die gewoonlijk gemiddeld ten minste twintig werknemers tewerkstellen.

§ 3. Voor de toepassing van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt de onderneming bedoeld met of zonder industriële of commerciële finaliteit.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel en van artikel 4, worden niet als werknemers beschouwd :

- de werknemer die verbonden is door een vervangingsovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van artikel 11^{ter} van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
- de uitzendkracht.

Art. 4. § 1. Het gemiddelde van de in de onderneming tewerkgestelde werknemers in de zin van artikel 14, eerste lid, van de wet van 20 september 1948 en van artikel 49 van de wet van 4 augustus 1996, wordt berekend door het totaal aantal kalenderdagen van iedere periode die aanvangt op de datum van indiensttreding en eindigt op de datum van uitdiensttreding zoals door de werkgever voor elke werknemer medegedeeld krachtens het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gedurende een periode van de vier trimesters die het trimester voorafgaan waarin de aanplakking geschiedt van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, te delen door driehonderd vijftenzestig.

Voor de werknemers die uitgesloten worden uit het toepassingsgebied van voornoemd koninklijk besluit van 5 november 2002, wordt in afwijking van het vorig lid, dit gemiddelde berekend door het totaal aantal kalenderdagen waarop elk van deze werknemers, gedurende een periode van de vier trimesters die het trimester voorafgaan waarin de aanplakking geschiedt van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, werd ingeschreven in het algemeen personeelsregister, waarvan het bijhouden wordt opgelegd door het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten of, voor de onderneming die niet onderworpen is aan deze bepalingen, in elk document dat hiertoe bijgehouden wordt, te delen door driehonderd vijftenzestig.

§ 2. Wanneer het werkelijke uurrooster van een werknemer niet de drie vierden bereikt van het uurrooster dat het zijne zou zijn geweest indien hij voltijds tewerkgesteld was, wordt het in § 1 bedoelde totaal aantal kalenderdagen tijdens de in § 1 bedoelde periode van de vier trimesters, gedeeld door twee.

§ 3. In geval van overgang van een onderneming krachtens overeenkomst in de zin van artikel 21, § 10, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en van de artikelen 69 en 70 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt de berekening uitgevoerd op basis van het gedeelte van de in § 1 vastgestelde periode van de vier trimesters dat gesitueerd is na de overgang en door het totaal der in § 1 bedoelde kalenderdagen die gesitueerd zijn tijdens hetzelfde gedeelte, te delen door het aantal kalenderdagen die gesitueerd zijn tijdens hetzelfde gedeelte.

Art. 5. Si une entreprise compte en tant qu'entité juridique plusieurs unités techniques d'exploitation et qu'une de celles-ci ne satisfait pas à la norme de cinquante travailleurs pour les comités et de cent travailleurs pour les conseils, il faut :

a) soit joindre cette unité technique d'exploitation à d'autres unités techniques de la même entité juridique n'atteignant pas non plus la norme de cinquante travailleurs pour les comités ou de cent travailleurs pour les conseils;

b) soit joindre cette unité technique d'exploitation à une unité technique de la même entité juridique atteignant la norme de cinquante travailleurs pour les comités ou de cent travailleurs pour les conseils.

Dans le secteur des mines, minières et carrières souterraines, la norme de 50 travailleurs pour l'institution d'un comité est réduite à 20 travailleurs.

La procédure à suivre pour opérer ces regroupements est celle prévue aux articles 6 à 8.

CHAPITRE III. — Opérations préliminaires à la procédure électorale

Art. 6. Au plus tard le sixième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur informe par écrit :

1° la délégation syndicale sur la nature, les domaines et le degré d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique; lorsqu'un organe a déjà été institué, l'information est donnée au conseil ou au comité et ne porte que sur les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise et sur les nouveaux critères d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique;

2° les travailleurs, le conseil et le comité ou, à défaut, la délégation syndicale, du nombre de membres du personnel par catégorie (ouvriers, employés, y compris les cadres et le personnel de direction, jeunes travailleurs), compte tenu du nombre de membres du personnel occupés dans l'entreprise à ce moment;

3° le conseil et le comité ou, à défaut, la délégation syndicale des fonctions du personnel de direction en précisant leur dénomination et leur contenu et, à titre indicatif, de la liste des personnes qui exercent ces fonctions;

4° le conseil, ou à défaut, la délégation syndicale, des fonctions des cadres et à titre indicatif, de la liste des personnes qui exercent ces fonctions; ne peuvent être repris dans cette liste que des employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale;

5° le conseil et le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale sur la date d'affichage de l'avis annonçant la date des élections et sur la date qu'il envisage pour les élections.

Les dispositions du 4° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 4. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information est donnée.

Une copie des informations écrites fournies en vertu du présent article doit être envoyée au siège des organisations définies à l'article 1^{er}, 6°, a.

Art. 7. Entre le sixième et le trente-cinquième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur consulte :

1° le conseil, le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale sur :

- le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles des organes doivent être institués ainsi que sur leur description;
- la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites;

Art. 5. Indien een onderneming als juridische entiteit verscheidene technische bedrijfseenheden omvat en één van deze niet aan de norm voldoet van vijftig werknemers voor de comités en honderd werknemers voor de raden moet :

a) ofwel deze technische bedrijfseenheid gevoegd worden bij andere technische eenheden van dezelfde juridische entiteit die evenmin de norm van vijftig werknemers voor de comités of honderd werknemers voor de raden bereiken;

b) ofwel deze technische bedrijfseenheid gevoegd worden bij een technische eenheid van dezelfde juridische entiteit die de norm van vijftig werknemers voor de comités of honderd werknemers voor de raden bereikt.

In de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, wordt de norm van 50 werknemers voor de oprichting van een comité teruggebracht tot 20 werknemers.

De te volgen procedure om deze groeperingen te verwezenlijken is deze voorgeschreven bij de artikelen 6 tot 8.

HOOFDSTUK III. — Handelingen die de verkiezingsprocedure voorafgaan

Art. 6. Uiterlijk op de zestigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, informeert de werkgever schriftelijk :

1° de vakbondsafvaardiging over de aard, de gebieden en de graad van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit; wanneer reeds een orgaan werd opgericht, wordt de informatie aan de raad of aan het comité gegeven en heeft enkel betrekking op de wijzigingen die zich in de structuur van de onderneming hebben voorgedaan en op de nieuwe criteria van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit;

2° de werknemers, de raad en het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over het aantal personeelsleden per categorie (arbeiders, bedienden met inbegrip van de kaderleden, en het leidinggevend personeel, jeugdige werknemers), rekening houdend met het aantal personeelsleden dat op dat ogenblik in de onderneming wordt tewerkgesteld;

3° de raad en het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van het leidinggevend personeel door hun benaming en hun inhoud te verduidelijken, alsmede, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die deze functies uitoefenen;

4° de raad, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van de kaderleden, alsmede, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die deze functies uitoefenen; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

5° de raad en het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en over datum die men beoogt voor de verkiezingen.

De bepalingen van het 4° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 4. Ze zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

Een afschrift van de krachtens dit artikel verstrekte schriftelijke informatie moet naar de zetel van de in artikel 1, 6°, a, bepaalde organisaties gezonden worden.

Art. 7. Tussen de zestigste en de vijfendertigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, raadpleegt de werkgever :

1° de raad, het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging :

- over het aantal technische bedrijfseenheden of juridische eenheden waarvoor organen moeten worden opgericht, alsmede over hun beschrijving;
- over de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of over de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen;

2° le conseil, le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale sur les fonctions du personnel de direction, ainsi que sur la liste qui a été, à titre indicatif, fournie par l'employeur;

3° le conseil ou, à défaut, la délégation syndicale, sur les fonctions de cadres ainsi que sur la liste qui a été, à titre indicatif, fournie par l'employeur.

Les dispositions du 3° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 4. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information a été donnée en application de l'article 6.

Art. 8. Au plus tard le trente-cinquième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur communique par écrit :

1° au conseil et au comité ou, à défaut, à la délégation syndicale, ou, à défaut de délégation syndicale, aux travailleurs, ses décisions concernant les fonctions du personnel de direction, ainsi, qu'à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions;

2° au conseil et au comité ou, à défaut, à la délégation syndicale, ou, à défaut de délégation syndicale, aux travailleurs et aux organisations représentatives des travailleurs, sa décision concernant :

- le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles des organes doivent être institués, avec leur description;
- la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites;

3° au conseil ou, à défaut, à la délégation syndicale, ou, à défaut de délégation syndicale, aux travailleurs, sa décision concernant les fonctions de cadres ainsi, qu'à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions; ne peuvent être repris dans cette liste que des employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale.

Les dispositions du 3° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 4. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information a été donnée en application de l'article 6.

Art. 9. Au plus tard le septième jour qui suit le trente-cinquième jour visé à l'article 8, les travailleurs intéressés ainsi que les organisations représentatives des travailleurs intéressés peuvent introduire un recours contre les décisions de l'employeur mentionnées à l'article 8 ou contre l'absence de décision de l'employeur, auprès du tribunal du travail.

Les organisations représentatives des cadres intéressés bénéficient du même droit si un conseil doit être institué.

Le tribunal du travail saisi statue dans les vingt-trois jours qui suivent le jour de la réception du recours.

CHAPITRE IV. — Procédure électorale

Section I^{re}. — Avant les opérations de vote

§ 1^{er}. Généralités

Art. 10. § 1^{er}. Les opérations électorales peuvent être suspendues à partir du jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections prévu à l'article 11, à l'initiative d'une organisation représentative des travailleurs qui a présenté des candidats, si, pendant la période qui sépare le jour d'affichage de l'avis annonçant la date des élections du jour des élections, la majorité des travailleurs de la catégorie d'ouvriers ou d'employés intéressée est impliquée dans une grève ou si vingt-cinq pour cent des travailleurs de la catégorie d'ouvriers ou d'employés intéressée est en chômage temporaire.

L'employeur et les organisations représentatives des travailleurs qui ont présenté des candidats peuvent néanmoins décider de continuer ces opérations. A défaut d'un tel accord, ils indiquent la date à laquelle les opérations électorales sont suspendues; l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales en est informé.

2° de raad, het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van het leidinggevend personeel, alsmede over de lijst die bij wijze van aanduiding door de werkgever werd gegeven;

3° de raad, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van de kaderleden alsmede over de lijst die, bij wijze van aanduiding, door de werkgever werd gegeven;

De bepalingen van het 3° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 4. Zij zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de in toepassing van artikel 6 bedoelde informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

Art. 8. Uiterlijk op de vijfendertigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd worden door de werkgever schriftelijk in kennis gesteld :

1° de raad en het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, of, bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werknemers van zijn beslissingen betreffende de functies van het leidinggevend personeel alsmede bij wijze van aanduiding de lijst van de personen die deze functies uitoefenen;

2° de raad en het comité of, bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging of bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werknemers en de representatieve werknemersorganisaties, van zijn beslissing betreffende :

- het aantal technische bedrijfseenheden of juridische entiteiten waarvoor organen moeten worden opgericht, met hun beschrijving;
- de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen;

3° de raad, of bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werknemers, van zijn beslissing betreffende de functies van de kaderleden evenals, bij wijze van aanduiding, de lijst van personen, die deze functies uitoefenen; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De bepalingen van het 3° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 4. Ze zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de in toepassing van artikel 6 bedoelde informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

Art. 9. Uiterlijk op de zevende dag die volgt op de bij artikel 8 bedoelde vijfendertigste dag, kunnen de betrokken werknemers alsook de betrokken representatieve werknemersorganisaties tegen de in artikel 8 vermelde beslissingen van de werkgever of tegen de afwezigheid van een beslissing van de werkgever beroep instellen bij de arbeidsrechtbank.

De betrokken representatieve organisaties van kaderleden hebben hetzelfde recht indien een raad moet worden opgericht.

De arbeidsrechtbank waarbij het beroep is ingesteld doet uitspraak binnen drieëntwintig dagen na de ontvangst van het beroep.

HOOFDSTUK IV. — Verkiezingsprocedure

Afdeling I. — Voor de stemverrichtingen

§ 1. Algemeenheden

Art. 10. § 1. Indien gedurende de periode van de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en de dag van de verkiezingen de meerderheid van de werknemers van de betrokken categorie arbeiders of bedienden bij een staking betrokken is of indien vijftientwintig procent van de betrokken categorie arbeiders of bedienden tijdelijk werkloos is, kunnen de kiesverrichtingen op verzoek van een representatieve organisatie die kandidaten heeft voorgedragen worden geschorst vanaf de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt bedoeld in artikel 11.

De werkgever en de representatieve werknemersorganisaties die kandidaten hebben voorgedragen, kunnen nochtans beslissen deze verrichtingen voort te zetten. Bij ontstentenis van dergelijk akkoord stellen zij de datum vast waarop de kiesverrichtingen worden geschorst; de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten wordt hierover ingelicht.

S'ils omettent de le faire, la suspension prend cours au moment où les conditions fixées à l'alinéa 1er sont remplies. La suspension prend fin le jour où les conditions fixées à l'alinéa 1er ne sont plus remplies.

§ 2. Lorsque des dates de la procédure électorale coïncident avec un dimanche ou un jour habituel d'inactivité dans l'entreprise, l'opération doit être effectuée au plus tard la veille de ce dimanche ou de ce jour habituel d'inactivité.

Art. 11. Le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, fait connaître aux travailleurs nonante jours avant le jour de l'élection, par affichage d'un avis dans les diverses sections et divisions de l'entreprise :

1° la date et l'horaire des élections; en cas de désaccord au sein du conseil ou du comité, cette date et cet horaire sont fixés par l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort;

2° l'adresse et la dénomination de l'unité ou des unités techniques d'exploitation pour lesquelles des conseils ou des comités doivent être institués;

3° le nombre de mandats par conseil ou comité et par catégorie;

4° les listes électorales provisoires ou les endroits où elles peuvent être consultées. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection;

5° la liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions, ou les endroits où elle peut être consultée;

6° la liste des cadres, ou les endroits où elle peut être consultée, dans les entreprises qui occupent au moins cent travailleurs au sens de l'article 4; les travailleurs qui exercent une des fonctions de cadre et qui figurent sur la liste électorale des jeunes travailleurs ne sont pas repris dans la liste des cadres; ne peuvent être repris dans cette liste que des employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale;

7° les dates qui résultent de la procédure électorale;

8° la personne ou le service chargé par l'employeur d'envoyer ou de distribuer les convocations électorales.

Cet avis doit être daté.

Une copie de cet avis et de l'accord visé à l'article 20, est envoyée le jour même à l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort et aux organisations représentatives des travailleurs.

Une copie des listes électorales provisoires est également envoyée aux organisations représentatives des travailleurs lorsqu'il n'existe dans l'entreprise ni conseil ni comité.

Les mêmes copies sont envoyées aux organisations représentatives des cadres si un conseil doit être institué.

La copie de l'avis envoyée aux organisations représentatives des travailleurs ou aux organisations représentatives des cadres doit être accompagnée d'une copie de la liste des membres du personnel de direction et de la liste des cadres si ces listes ne figurent pas dans l'avis.

Les documents précités doivent être envoyés au siège des organisations définies à l'article 1^{er}, 6°, a.

Les travailleurs peuvent consulter, auprès de leurs représentants, les documents contenant les divers avis que l'employeur est tenu de leur remettre et doit afficher dans l'entreprise durant la procédure électorale.

Art. 12. La date des élections doit se situer le nonantième jour après la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Si cet avis mentionne pour les élections une date ne tombant pas le nonantième jour après la date de son affichage, il reste valable, mais la date des élections doit être mise en concordance avec les prescriptions du présent alinéa et celles de l'article 11 du présent arrêté.

Indien zij nalaten dit te doen, neemt de schorsing een aanvang op het ogenblik dat de voorwaarden, vastgesteld in het eerste lid, vervuld zijn. De schorsing neemt een einde op de dag waarop de voorwaarden vastgesteld in het eerste lid, niet meer vervuld zijn.

§ 2. Indien de data van de verkiezingsprocedure samenvallen met een zondag of een gewone inactiviteitsdag in de onderneming, moet de verrichting ten laatste aan de vooravond van die zondag of die gewone inactiviteitsdag uitgevoerd zijn.

Art. 11. Door aanplakking van een bericht negentig dagen voor de dag van de verkiezingen in de verschillende secties en afdelingen van de onderneming, stelt de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan de werkgever, de werknemers in kennis van :

1° de datum en de uurregeling van de verkiezingen; ingeval hieromtrent geen akkoord is bereikt in de raad of het comité, stelt de sociaal inspecteurdistrictshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied deze datum en deze uurregeling vast;

2° het adres en de benaming van de technische bedrijfseenheid of -eenheden waarvoor raden of comités moeten worden opgericht;

3° het aantal mandaten per raad of comité en per categorie;

4° de voorlopige kiezerslijsten of de plaatsen waar zij kunnen worden geraadpleegd. Deze lijsten hernemen de werknemers tewerkgesteld in de onderneming die op de dag van de verkiezingen zullen voldoen aan de kiesvoorwaarden;

5° de lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies, of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd;

6° de lijst van de kaderleden of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd, in de ondernemingen die ten minste honderd werknemers tewerkstellen in de zin van artikel 4; de werknemers die één van de kaderfuncties uitoefenen en die op de kieslijst van de jeugdige werknemers voorkomen, worden niet opgenomen in de lijst van de kaderleden; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

7° de data die uit de verkiezingsprocedure voortvloeien;

8° de persoon of de dienst belast door de werkgever met het versturen of het ronddelen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing.

Dit bericht moet gedagtekend worden.

Een afschrift van dit bericht en het bij artikel 20 bedoelde akkoord wordt de dag zelf gezonden naar de sociaal inspecteur- districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied en aan de representatieve werknemersorganisaties.

Een afschrift van de voorlopige kiezerslijsten wordt eveneens gezonden naar de representatieve werknemersorganisaties, wanneer er in de onderneming geen raad of comité bestaat.

Dezelfde afschriften worden naar de representatieve organisaties van kaderleden gezonden indien een raad moet worden opgericht.

Bij het afschrift van het bericht dat naar de representatieve werknemersorganisaties of naar de representatieve organisaties van kaderleden wordt gezonden moet een afschrift worden gevoegd van de lijst van de leden van het leidinggevend personeel en van de kaderleden indien deze lijsten niet in het bericht voorkomen.

De bovenvermelde documenten moeten naar de zetel van de in artikel 1, 6°, a, bepaalde organisaties gezonden worden.

De werknemers kunnen bij hun vertegenwoordigers inzage hebben van de documenten met de verschillende berichten die de werkgever hen moet bezorgen en tijdens de verkiezingsprocedure in de onderneming moet aanplakken.

Art. 12. De datum van de verkiezingen moet vallen op de negentigste dag na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Indien in dit bericht een datum wordt vermeld voor de verkiezingen die niet de negentigste dag na de aanplakking valt, blijft het bericht geldig, maar moet de datum van de verkiezingen met de voorschriften van dit lid en met de voorschriften van artikel 11 in overeenstemming worden gebracht.

§ 2. Conditions d'électorat

Art. 13. Participent à l'élection des délégués du personnel au conseil ou au comité, tous les travailleurs de l'entreprise engagés dans les liens d'un contrat de travail ou d'apprentissage, à l'exception des travailleurs faisant partie du personnel de direction, qui satisfont à la date des élections aux conditions suivantes :

1° soit être belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, soit être étranger non ressortissant d'un Etat membre de ladite Union européenne ou apatride et occupé en conformité avec les dispositions de la législation concernant l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère;

2° être occupé depuis trois mois au moins dans l'entité juridique ou dans l'unité technique d'exploitation composée de plusieurs entités juridiques; en cas de transfert conventionnel d'entreprise ou de division de celle-ci, il est tenu compte de l'ancienneté acquise avant le transfert pour l'application de la présente condition d'électorat.

Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté, les périodes pendant lesquelles le chercheur du Fonds national de la recherche scientifique ou des Fonds associés au Fonds national de la recherche scientifique, a exercé son mandat de recherche dans l'établissement, ainsi que les périodes pendant lesquelles un travailleur a été placé en formation professionnelle dans l'entreprise par les organismes des Communautés compétents pour la formation professionnelle.

Les causes de suspension de l'exécution du contrat n'ont pas d'incidence sur les conditions d'ancienneté.

Art. 14. A défaut de preuve écrite, la preuve des conditions d'électorat prévue à l'article 13 peut être faite par toutes voies de droit.

§ 3. Confection des listes électorales

Art. 15. Les électeurs sont inscrits sur des listes électorales distinctes, selon qu'ils sont à considérer comme ouvriers ou comme employés en fonction des déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale.

Si l'entreprise occupe au moins quinze cadres, les employés et les cadres sont, pour l'élection du conseil, inscrits sur des listes électorales distinctes.

Si l'entreprise compte au moins 25 travailleurs qui seront considérés comme jeunes travailleurs au jour de l'élection, ces jeunes travailleurs sont également inscrits sur une liste électorale distincte.

Art. 16. La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

Art. 17. Les listes électorales sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms des électeurs, par le conseil ou le comité, ou par l'employeur lorsqu'un conseil ou un comité n'a pas encore été institué.

Elles mentionnent les nom, prénoms, et date de naissance de chaque électeur, la date de son entrée en service dans l'entreprise ainsi que le lieu où il travaille dans l'entreprise.

Art. 18. A la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les listes électorales provisoirement arrêtées sont déposées et mises à la disposition des travailleurs en un endroit de l'entreprise qui leur est accessible.

Art. 19. Toute réclamation à laquelle les listes électorales provisoires pourraient donner lieu se fera conformément aux dispositions de l'article 27.

§ 4. Composition du conseil ou du comité

Art. 20. La délégation du personnel au sein du conseil et du comité est composée de :

4 membres effectifs, si l'entreprise compte moins de 101 travailleurs;

6 membres effectifs, si l'entreprise compte de 101 à 500 travailleurs;

8 membres effectifs, si l'entreprise compte de 501 à 1 000 travailleurs;

10 membres effectifs, si l'entreprise compte de 1 001 à 2 000 travailleurs;

12 membres effectifs, si l'entreprise compte de 2 001 à 3 000 travailleurs;

§ 2. Kiesvoorwaarden

Art. 13. Aan de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden in de raad of het comité wordt deelgenomen door alle werknemers van de onderneming die verbonden zijn door een arbeids- of een leerovereenkomst, met uitzondering van de werknemers die deel uitmaken van het leidinggevend personeel, die op de datum van de verkiezingen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Unie, of vreemdeling die geen onderdaan is van een Lid-Staat van deze Europese Unie of vaderlandsloze en tewerkgesteld in overeenstemming met de bepalingen van de wetgeving betreffende de tewerkstelling van de vreemde arbeidskrachten;

2° sedert ten minste drie maanden tewerkgesteld zijn in de juridische entiteit of in de technische bedrijfseenheid gevormd door meerdere juridische entiteiten; voor de toepassing van deze kiesvoorwaarde wordt bij overgang krachtens overeenkomst van een onderneming of bij verdeling ervan, rekening gehouden met de anciënniteit verworven vóór de overgang.

Voor de berekening van de anciënniteit wordt er rekening gehouden met de periodes gedurende welke de onderzoeker van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek of van de Fondsen geassocieerd met het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, zijn onderzoekopdracht heeft uitgeoefend in de instelling, evenals met de periodes gedurende welke een werknemer voor een beroepsopleiding in de onderneming geplaatst is door de gemeenschapsinstellingen bevoegd voor de beroepsopleiding.

De oorzaken van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst zijn zonder invloed op de anciënniteitsvoorwaarden.

Art. 14. Bij ontstentenis van een schriftelijk bewijs kan het bewijs van de in artikel 13 gestelde kiesvoorwaarden met alle rechtsmiddelen worden geleverd.

§ 3. Opstelling van de kiezerslijsten

Art. 15. De kiezers worden op afzonderlijke lijsten ingeschreven naargelang zij in functie van de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als arbeider of als bediende moeten worden beschouwd.

Indien de onderneming ten minste vijftien kaderleden tewerkstelt, worden, voor de verkiezing van de raad, de bedienden en de kaderleden op afzonderlijke kiezerslijsten ingeschreven.

Indien de onderneming ten minste 25 werknemers telt die op de dag van de verkiezingen als jeugdige werknemers beschouwd worden, worden deze jeugdige werknemers eveneens op een afzonderlijke kiezerslijst ingeschreven.

Art. 16. De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

Art. 17. De kiezerslijsten worden in alfabetische volgorde van de namen van de kiezers opgemaakt door de raad of het comité of, wanneer nog geen raad of comité is opgericht, door de werkgever.

Zij vermelden de naam, voornamen, en geboortedatum van iedere kiezer, de datum van zijn indiensttreding in de onderneming alsook de plaats waar hij in de onderneming werkt.

Art. 18. Op de datum van aanplakking van het bericht dat de dag van de verkiezingen aankondigt, worden de voorlopig opgemaakte kiezerslijsten ingediend en ter beschikking van de werknemers gesteld op een voor hen toegankelijke plaats in de onderneming.

Art. 19. Elke klacht waartoe de voorlopige kiezerslijsten aanleiding kunnen geven, moet overeenkomstig de bepalingen van artikel 27 worden ingediend.

§ 4. Samenstelling van de raad of van het comité

Art. 20. De personeelsafvaardiging in de raad en in het comité is samengesteld uit :

4 gewone leden voor een onderneming met minder dan 101 werknemers;

6 gewone leden voor een onderneming met 101 tot 500 werknemers;

8 gewone leden voor een onderneming met 501 tot 1 000 werknemers;

10 gewone leden voor een onderneming met 1 001 tot 2 000 werknemers;

12 gewone leden voor een onderneming met 2001 tot 3000 werknemers;

14 membres effectifs, si l'entreprise compte de 3 001 à 4000 travailleurs;

16 membres effectifs, si l'entreprise compte de 4 001 à 5 000 travailleurs;

18 membres effectifs, si l'entreprise compte de 5 001 à 6 000 travailleurs;

20 membres effectifs, si l'entreprise compte de 6 001 à 8 000 travailleurs;

22 membres effectifs, si l'entreprise compte plus de 8 000 travailleurs,

à la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Dans les entreprises du secteur des mines, minières et carrières souterraines, la délégation du personnel au sein du comité est composée de 2 membres effectifs, si l'entreprise compte moins de 50 travailleurs.

Les membres du personnel de direction sont ajoutés au nombre de travailleurs pour déterminer le nombre de membres effectifs de la délégation du personnel.

La délégation du personnel du conseil est augmentée, en cas de représentation séparée des cadres au sein du conseil d'une unité si l'entreprise occupe moins de cent cadres et de deux unités si l'entreprise occupe cent cadres et plus. Les membres du personnel de direction sont ajoutés au nombre de cadres.

La délégation comporte en outre des membres suppléants en nombre égal à celui des membres effectifs.

Toutefois, le nombre de membres de la délégation du personnel prévu dans le présent article peut être augmenté à la suite d'un accord unanime intervenu entre l'employeur et les organisations représentatives des travailleurs sans pouvoir excéder le nombre de vingt-cinq membres.

L'accord doit être réalisé au plus tard le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections. Cet accord doit répartir les mandats supplémentaires entre les différentes catégories de travailleurs.

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque l'entreprise compte moins de vingt-cinq jeunes travailleurs, le nombre de mandats attribués aux délégués du personnel est réparti proportionnellement aux effectifs des catégories "ouvriers", "employés" et le cas échéant "cadres". Il est calculé de la manière fixée aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un comité ou au sein d'un conseil qui ne connaît pas de représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune des catégories par le nombre total des membres de la délégation du personnel est divisé par le nombre total des travailleurs que compte l'entreprise.

Si le total des deux quotients ainsi obtenus, compte non tenu des décimales, est inférieur d'une unité au nombre des membres de la délégation du personnel, le mandat restant est attribué à celle des deux catégories qui compte le plus petit nombre de travailleurs, si celle-ci n'est pas encore représentée.

Dans les autres cas, le mandat restant est attribué à la catégorie qui a obtenu la décimale la plus élevée ou à celle qui compte le plus grand nombre de travailleurs si les deux quotients ont la même décimale.

§ 3. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un conseil qui connaît une représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune des catégories par le nombre total des membres de la délégation du personnel est divisé par le nombre total des travailleurs que compte l'entreprise.

14 gewone leden voor een onderneming van 3 001 tot 4 000 werknemers;

16 gewone leden voor een onderneming met 4 001 tot 5 000 werknemers;

18 gewone leden voor een onderneming met 5 001 tot 6 000 werknemers;

20 gewone leden voor een onderneming met 6 001 tot 8 000 werknemers;

22 gewone leden voor een onderneming met meer dan 8 000 werknemers,

op de datum van aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd.

In de ondernemingen van de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, is de personeelsafvaardiging in het comité samengesteld uit 2 gewone leden voor een onderneming met minder dan 50 werknemers.

De leden van het leidinggevend personeel moeten bij het aantal werknemers worden gevoegd om het aantal gewone leden van de personeelsafvaardiging vast te stellen.

De personeelsafvaardiging van de raad wordt in geval van een afzonderlijke vertegenwoordiging van kaderleden in de raad, met één eenheid verhoogd indien de onderneming minder dan honderd kaderleden tewerkstelt en met twee eenheden indien de onderneming honderd kaderleden of meer tewerkstelt. De leden van het leidinggevend personeel worden gevoegd bij het aantal kaderleden.

De afvaardiging bestaat bovendien uit plaatsvervangende leden waarvan het aantal gelijk is aan dat van de gewone leden.

Het bij dit artikel bedoelde aantal leden van de personeelsafvaardiging kan evenwel worden verhoogd na een eenparig akkoord gesloten tussen de werkgever en de representatieve werknemersorganisaties met dien verstande dat er niet meer dan vijftientig mogen zijn.

Het akkoord moet uiterlijk worden bereikt de dag van de aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd. Dit akkoord moet de aanvullende mandaten onder de verschillende categorieën van werknemers verdelen.

Art. 21. § 1. Indien de onderneming minder dan vijftientig jeugdige werknemers telt, wordt het aantal mandaten die aan de personeelsafvaardiging worden toegekend, verdeeld in verhouding tot de bezetting van de categorie arbeiders, van de categorie bedienden en in voorkomend geval van de categorie kaderleden. Het wordt berekend op de wijze vastgesteld in de tweede en derde paragraaf.

§ 2. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een comité of in een raad zonder een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden, wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging gedeeld door het aantal werknemers die in de onderneming zijn tewerkgesteld.

Zo het totaal der aldus bekomen twee quotiënten, zonder rekening te houden met de decimalen, een eenheid minder bedraagt dan het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, wordt het overblijvende mandaat toegekend aan die van beide categorieën welke het kleinste aantal werknemers telt, zo deze nog niet vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen wordt het overblijvende mandaat toegekend aan de categorie die de hoogste decimaal heeft verkregen of aan die welke het hoogste aantal werknemers telt, zo beide quotiënten dezelfde decimaal hebben.

§ 3. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een raad met een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elk van deze categorieën met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging gedeeld door het totaal aantal werknemers die in de onderneming zijn tewerkgesteld.

Les mandats sont répartis entre les différentes catégories du personnel en fonction des quotients obtenus en application de l'alinéa 1er sans qu'il soit tenu compte des décimales. Toutefois, si une catégorie n'est pas encore représentée, elle se voit accorder un des mandats restant et si deux catégories ne sont pas encore représentées, elles se voient attribuer chacune un des mandats restant ou, s'il ne reste qu'un mandat, il leur est attribué, augmenté d'un mandat retiré à la catégorie la plus représentée.

Dans les autres cas, le ou les mandats restant sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu les décimales les plus élevées. A égalité de décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu des deuxièmes décimales les plus élevées.

A égalité des deux premières décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui comptent le plus grand nombre de travailleurs.

Art. 22. Lorsque l'entreprise occupe au moins 25 jeunes travailleurs, ces jeunes travailleurs sont représentés :

a) dans les entreprises qui comptent moins de 101 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 50 jeunes travailleurs, par deux délégués si l'entreprise occupe plus de 50 jeunes travailleurs;

b) dans les entreprises qui comptent de 101 à 500 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 100 jeunes travailleurs et par deux délégués si l'entreprise occupe plus de 100 jeunes travailleurs;

c) dans les entreprises qui comptent plus de 500 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 150 jeunes travailleurs, par deux délégués si l'entreprise occupe de 151 à 300 jeunes travailleurs et par trois délégués si l'entreprise occupe plus de 300 jeunes travailleurs.

Art. 23. § 1er. Le nombre de mandats attribués aux délégués du personnel âgés de 25 ans et plus est réparti proportionnellement aux effectifs des catégories des ouvriers, des employés, et le cas échéant, des cadres âgés de 25 ans et plus. Il est calculé de la manière fixée aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un comité ou au sein d'un conseil qui ne connaît pas de représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune de ces catégories par le nombre total de membres de la délégation du personnel, diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs précités, est divisé par le nombre total des travailleurs âgés de 25 ans et plus que compte l'entreprise.

Si le total des deux quotients ainsi obtenus, compte non tenu des décimales, est inférieur d'une unité au nombre total de membres de la délégation du personnel diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs, le mandat restant est attribué à celle des deux catégories qui compte le plus petit nombre de travailleurs, si celle-ci n'est pas encore représentée.

Dans les autres cas, le mandat restant est attribué à la catégorie qui a obtenu la décimale la plus élevée ou à celle qui compte le plus grand nombre de travailleurs si les deux quotients ont la même décimale.

§ 3. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un conseil qui connaît une représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune de ces catégories par le nombre total de membres de la délégation du personnel, diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs précités, est divisé par le nombre total des travailleurs âgés de 25 ans et plus que compte l'entreprise.

De mandaten worden verdeeld onder de verschillende personeels-categorieën in functie van de quotiënten verkregen in toepassing van het eerste lid zonder rekening te houden met de decimalen. Indien een categorie evenwel nog niet vertegenwoordigd is, wordt haar één van de overblijvende mandaten toegekend, en indien twee categorieën nog niet vertegenwoordigd zijn, wordt aan elk van hen één van de overblijvende mandaten toegekend of, indien er slechts één mandaat overblijft, wordt hen dit toegekend, vermeerderd met een mandaat dat onttrokken werd aan de categorie die het meest vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen worden het of de overblijvende mandaten toegekend achtereenvolgens aan de categorieën die de hoogste decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die de hoogste tweede decimalen hebben verkregen.

Bij gelijkheid van de eerste twee decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die het hoogste aantal werknemers tellen.

Art. 22. Indien de onderneming ten minste 25 jeugdige werknemers tewerkstelt, worden deze jeugdige werknemers vertegenwoordigd :

a) in de ondernemingen die minder dan 101 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 50 jeugdige werknemers tewerkstelt en door twee vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 50 jeugdige werknemers tewerkstelt;

b) in de ondernemingen die 101 tot 500 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 100 jeugdige werknemers tewerkstelt en door twee vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 100 jeugdige werknemers tewerkstelt;

c) in de ondernemingen die meer dan 500 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 150 jeugdige werknemers tewerkstelt, door twee vertegenwoordigers indien de onderneming 151 tot 300 jeugdige werknemers tewerkstelt en door drie vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 300 jeugdige werknemers tewerkstelt.

Art. 23. § 1. Het aantal mandaten toegekend aan de personeelsafgevaardigden van 25 jaar en ouder, wordt verdeeld in verhouding tot de bezetting van de categorie arbeiders, van de categorie bedienden en, in voorkomend geval, van de categorie kaderleden van 25 jaar en ouder. Het wordt berekend op de wijze vastgesteld in de tweede en derde paragraaf.

§ 2. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een comité of in een raad zonder afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de vertegenwoordigers van voornoemde jeugdige werknemers wordt (worden) toegewezen, gedeeld door het totaal aantal werknemers van 25 jaar en ouder die de onderneming telt.

Indien het totaal der aldus bekomen twee quotiënten zonder rekening te houden met de decimalen, een eenheid minder bedraagt dan het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de jeugdige werknemers wordt (worden) toegewezen, wordt het overblijvende mandaat toegekend aan die van beide categorieën welke het kleinste aantal werknemers telt, zo deze nog niet vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen wordt het overblijvende mandaat toegekend aan de categorie die de hoogste decimaal heeft verkregen of aan die welke het hoogste aantal werknemers telt, indien beide quotiënten dezelfde decimaal hebben.

§ 3. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een raad met een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden, wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de vertegenwoordigers van voornoemde jeugdige werknemers wordt (worden) toegewezen, gedeeld door het totaal aantal werknemers van 25 jaar en ouder die de onderneming telt.

Les mandats sont répartis entre les différentes catégories du personnel en fonction des quotients obtenus en application de l'alinéa 1er sans qu'il soit tenu compte des décimales. Toutefois, si une catégorie n'est pas encore représentée, elle se voit accorder un des mandats restant et si deux catégories ne sont pas encore représentées, elles se voient attribuer chacune un des mandats restant ou, s'il ne reste qu'un mandat, il leur est attribué, augmenté d'un mandat retiré à la catégorie la plus représentée.

Dans les autres cas, le ou les mandats restant sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu les décimales les plus élevées. A égalité de décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu des deuxièmes décimales les plus élevées. A égalité des deux premières décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui comptent le plus grand nombre de travailleurs.

Art. 24. Les mandats de délégués suppléants sont répartis de la manière prévue aux articles 21 à 23.

Art. 25. Pour la répartition des mandats des délégués du personnel, il faut tenir compte du nombre des membres du personnel des différentes catégories en service dans l'entreprise le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections. Le personnel de direction est compté dans la catégorie des cadres.

Art. 26. Dans la mesure du possible, les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres et les cadres doivent assurer sur leur(s) liste(s) de candidats, une représentation des travailleurs des différents secteurs de l'entreprise et veiller à ce que les travailleurs et les travailleuses soient représentés sur leur(s) liste(s) de candidats proportionnellement à leur importance respective au sein de chaque catégorie de travailleurs pour lesquels des listes sont déposées.

§ 5. Dispositions communes aux paragraphes 3 et 4

Art. 27. Dans les sept jours qui suivent l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les travailleurs ainsi que leurs organisations représentatives peuvent introduire auprès du conseil ou du comité, ou, à son défaut, auprès de l'employeur, une réclamation au sujet :

- des listes électorales, du chef de non inscription ou d'inscription indue d'électeurs ou du chef d'inexactitudes relatives aux indications prévues à l'article 17;
- de la fixation du nombre de mandats par organe et par catégorie;
- de la liste du personnel de direction, dans la mesure où une personne figurant sur cette liste, portée à la connaissance des travailleurs conformément aux dispositions de l'article 11 ne remplit pas les fonctions de direction telles qu'elles ont été déterminées par les dispositions du présent arrêté;
- de la liste des cadres.

Une réclamation peut également être introduite, dans le cadre de la procédure électorale précédant l'élection d'un conseil, par les organisations représentatives des cadres.

Art. 28. Le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, statue sur les réclamations introduites au sujet des points mentionnés à l'article 27 dans les sept jours suivant l'échéance du délai de réclamation. Le jour de sa décision, le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, procède à l'affichage d'un avis rectificatif en cas de modification. A défaut de conseil ou de comité, cet avis est aussi notifié aux organisations représentatives des travailleurs intéressées et aux organisations de cadres intéressées si un conseil doit être institué.

Art. 29. Dans les sept jours qui suivent l'échéance du délai dans lequel l'organe doit se prononcer sur les réclamations, les travailleurs intéressés ainsi que les organisations représentatives des travailleurs intéressés peuvent introduire un recours contre cette décision ou l'absence de décision auprès du tribunal du travail.

Les organisations représentatives des cadres intéressées bénéficient du même droit si un conseil doit être institué dans l'entreprise.

Le tribunal du travail saisi statue dans les sept jours qui suivent le jour de la réception du recours.

La décision du tribunal fait l'objet, si nécessaire, d'une rectification de l'affichage prévu à l'article 11.

De mandaten worden verdeeld onder de verschillende personeels-categorieën in functie van de quotiënten verkregen in toepassing van het eerste lid zonder rekening te houden met de decimalen. Indien een categorie evenwel nog niet vertegenwoordigd is, wordt haar één van de overblijvende mandaten toegekend en indien twee categorieën nog niet vertegenwoordigd zijn, wordt aan elk van hen één van de overblijvende mandaten toegekend of, indien er slechts één mandaat overblijft, wordt hen dit toegekend, vermeerderd met een mandaat dat onttrokken werd aan de categorie die het meest vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen worden het of de overblijvende mandaten toegekend achtereenvolgens aan de categorieën die de hoogste decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die de hoogste tweede decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van de eerste twee decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die het hoogste aantal werknemers tellen.

Art. 24. De mandaten van plaatsvervangende afgevaardigden worden overeenkomstig de artikelen 21 tot 23 verdeeld.

Art. 25. Bij de verdeling van de mandaten van de personeels-afgevaardigden moet rekening worden gehouden met het aantal personeelsleden van de verschillende categorieën in dienst in de onderneming op de dag van de aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd. Het leidinggevend personeel is begrepen in de categorie van kaderleden.

Art. 26. De representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden en de kaderleden moeten er in de mate van het mogelijke voor zorgen dat werknemers van de verschillende secties van de onderneming op hun kandidatenlijst(en) vertegenwoordigd zijn en moeten erover waken dat de werknemers en de werknemsters op hun kandidatenlijst(en) vertegenwoordigd zijn in verhouding tot hun respectievelijk belang in elke categorie van werknemers waarvoor kandidatenlijsten neergelegd worden.

§ 5. Aan de paragrafen 3 en 4 gemeenschappelijke bepalingen

Art. 27. Binnen zeven dagen na de aanplakking van het bericht waarbij de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, kunnen de werknemers, alsmede hun representatieve organisaties bij de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, bij de werkgever bezwaar indienen tegen :

- de kiezerslijsten, vanwege het niet inschrijven of de onbehoorlijke inschrijving van kiezers of vanwege onjuistheden aangaande de vermeldingen bepaald in artikel 17;
- de vaststelling van het aantal mandaten per orgaan en per categorie;
- de lijst van het leidinggevend personeel, in de mate dat op deze lijst die overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 ter kennis van de werknemers is gebracht, een persoon voorkomt die geen leidinggevende functie vervult zoals die door de bepalingen van dit besluit is vastgesteld;
- de lijst van de kaderleden.

In het kader van de verkiezingsprocedure die de verkiezing van een raad voorafgaat, kan eveneens een bezwaar worden ingediend door de representatieve organisaties van kaderleden.

Art. 28. De raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever, spreekt zich binnen zeven dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar uit over de punten die in artikel 27 vermeld zijn. Op de dag van zijn beslissing laat de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever, in geval van wijziging een bericht van een rechtzetting aanplakken. Bij ontstentenis van een raad of een comité, wordt dit bericht eveneens medegedeeld aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties en de betrokken organisaties van kaderleden indien een raad moet worden opgericht.

Art. 29. Binnen zeven dagen die volgen op het verstrijken van de termijn binnen dewelke het orgaan zich dient uit te spreken over de klachten kunnen de betrokken werknemers, alsook de betrokken representatieve werknemersorganisaties, tegen deze beslissing of bij afwezigheid van een beslissing een beroep instellen bij de arbeidsrechtbank.

De betrokken representatieve organisaties van kaderleden hebben hetzelfde recht indien in de onderneming een raad moet worden opgericht.

De arbeidsrechtbank waarbij het beroep is ingesteld, doet uitspraak binnen zeven dagen die volgen op de ontvangst van het beroep.

De beslissing van de rechtbank maakt, indien nodig, het voorwerp uit van een rechtzetting van de aanplakking bepaald in artikel 11.

Art. 30. La clôture définitive des listes électorales, de la liste du personnel de direction, de la liste du personnel de cadre et la fixation définitive du nombre de mandats par organe et par catégorie, a lieu :

- à l'échéance du délai de réclamation si aucune réclamation n'a été introduite;
- à l'échéance du délai de recours contre la décision ou l'absence de décision du conseil ou du comité si une réclamation a été introduite mais qu'aucun recours n'a été introduit contre la décision ou l'absence de décision du conseil ou du comité;
- au moment où la juridiction du travail rend son jugement sur un recours contre la décision ou contre l'absence de décision du conseil ou du comité.

§ 6. Présentation des candidats et confection des bulletins

Art. 31. Au plus tard le trente-cinquième jour à dater de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 1^{er}, 6^o, a) ou leurs mandataires peuvent présenter les listes de candidats à l'employeur.

Dans les entreprises qui occupent au moins quinze cadres, des listes de candidats à l'élection des délégués du personnel représentant les cadres au conseil peuvent être présentées également par :

- les organisations représentatives des cadres;
- au moins 10 p.c. des cadres de l'entreprise sans que le nombre de signataires appuyant cette liste puisse être inférieur à cinq si le nombre de cadres est inférieur à cinquante et à dix si le nombre de cadres est inférieur à cent; un cadre ne peut appuyer qu'une liste.

Les listes ne peuvent comporter plus de candidats qu'il n'y a de mandats effectifs et suppléants à conférer. Les candidats ouvriers, employés, jeunes travailleurs et cadres doivent appartenir respectivement à la catégorie aux suffrages de laquelle ils sont présentés et doivent appartenir à l'unité technique d'exploitation dans laquelle leur candidature est présentée.

Il est interdit de présenter une même candidature sur plus d'une liste de candidats.

Art. 32. Les organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 1^{er}, 6^o, a) et les organisations représentatives des cadres demandent au Ministre fédéral qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, l'obtention d'un numéro d'ordre commun pour les listes de candidats qu'elles présentent.

La demande doit être remise par trois délégués de chaque organisation au Ministre.

Le Ministre procède à un premier tirage au sort pour déterminer les numéros d'ordre qui seront attribués aux organisations représentatives des travailleurs qui peuvent présenter des candidats aux élections des délégués du personnel dans les conseils et les comités. Il procède ensuite au tirage au sort pour déterminer les numéros qui seront attribués aux organisations qui ne peuvent présenter des candidats aux élections des délégués du personnel que pour un seul de ces organes.

Le même numéro sera attribué aux listes de candidats ouvriers, aux listes de candidats employés, aux listes de candidats cadres, aux listes de candidats des jeunes travailleurs présentées par la même organisation.

Art. 33. Les cadres qui présentent individuellement une liste conformément aux dispositions de l'article 31, alinéa 2, doivent demander à l'employeur l'attribution d'un numéro non attribué par le Ministre fédéral qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions lors de la présentation de leur liste.

Si plusieurs demandes lui sont adressées, l'employeur ou son délégué procède au tirage au sort des numéros attribués aux listes présentées par ces cadres après l'expiration du délai fixé à l'article 31 et avant l'affichage prévue à l'article 34. Un représentant des cadres qui ont présenté une liste doit être invité à assister au tirage au sort.

Art. 30. De kiezerslijsten, de lijst van het leidinggevend personeel, de lijst van het kaderpersoneel en de definitieve vaststelling van het aantal mandaten per orgaan en per categorie worden uiterlijk definitief afgesloten :

- bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar indien geen enkel bezwaar werd ingediend;
- bij het verstrijken van de termijn om beroep in te stellen tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité indien een klacht werd ingediend maar geen beroep werd ingesteld tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité;
- op het ogenblik waarop het arbeidsgerecht uitspraak doet over een beroep tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité.

§ 6. Voordracht van de kandidaten en opstelling van de stembiljetten

Art. 31. Tot uiterlijk vijftiendertig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, kunnen de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 1, 6^o, a), of hun volmachtgebers bij de werkgever kandidatenlijsten indienen.

In de ondernemingen die ten minste vijftien kaderleden tewerkstellen, kunnen kandidatenlijsten tot verkiezing van de personeelsafgevaardigden die in de raad de kaderleden vertegenwoordigen eveneens worden ingediend door :

- de representatieve organisaties van kaderleden;
- ten minste 10 pct. van het aantal kaderleden van de onderneming, met dien verstande dat het aantal ondertekenaars ter ondersteuning van deze lijst niet kleiner mag zijn dan vijf indien het aantal kaderleden minder bedraagt dan vijftig, en dan tien indien het aantal kaderleden minder bedraagt dan honderd; een kaderlid kan slechts één lijst ondersteunen.

Op de lijsten mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er gewone en plaatsvervangende mandaten toegekend kunnen worden. De kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-jeugdige werknemers en kandidaten-kaderleden moeten onderscheidelijk behoren tot de categorie waarvoor zij ter verkiezing worden voorgedragen en moeten behoren tot de technische bedrijfseenheid waar hun kandidatuur wordt voorgedragen.

Er mag geen zelfde kandidaat op meer dan één kandidatenlijst worden voorgedragen.

Art. 32. De representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 1, 6^o, a), en de representatieve organisaties van kaderleden richten tot de federale Minister bevoegd voor de werkgelegenheid en de arbeid, een aanvraag om een volgnummer voor de kandidatenlijsten die zij voordragen, te bekomen.

De aanvraag moet door drie afgevaardigden van elke organisatie aan de Minister worden gericht.

De Minister stelt bij een eerste loting de volgnummers vast die worden toegekend aan de representatieve werknemersorganisaties die kandidaten voor de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden voor de raden en de comités mogen voordragen. Bij een volgende loting stelt hij de nummers vast die worden toegekend aan de organisaties die kandidaten voor de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden voor slechts één van deze organen mogen voordragen.

Aan de lijsten van de kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-kaderleden en kandidaten-jeugdige werknemers die door dezelfde organisatie worden voorgedragen, wordt hetzelfde nummer toegekend.

Art. 33. De kaderleden, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 31, tweede lid, individueel een lijst indienen, moeten bij de indiening van hun lijst de toekenning van een niet door de federale Minister bevoegd voor de werkgelegenheid en de arbeid toegekend nummer aan de werkgever aanvragen.

Indien verscheidene organisaties de werkgever hierom verzoeken, kent hij of zijn afgevaardigde aan de lijsten die door deze kaderleden worden voorgedragen bij loting nummers toe na het verstrijken van de in artikel 31 vastgestelde termijn en vóór de in artikel 34 voorgeschreven aanplakking. Een vertegenwoordiger van de kaderleden die een lijst hebben ingediend moet worden uitgenodigd om de trekking bij te wonen.

Art. 34. Dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 31, l'employeur ou son délégué procède à l'affichage d'un avis mentionnant les noms des candidats ouvriers, des candidats employés, des candidats des jeunes travailleurs et les noms des candidats cadres, tels qu'ils figurent sur les listes déposées conformément à l'article 31; les listes et les noms des candidats sont présentés dans l'ordre prévu à l'article 38, alinéa 1^{er}.

Cet avis est apposé aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections. Un représentant de chacune des organisations ou des cadres ayant présenté une liste, peut assister à l'affichage.

Art. 35. Dans les sept jours qui suivent l'échéance du délai prévu pour l'affichage de l'avis visé à l'article 34, les travailleurs figurant sur des listes électorales ainsi que les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres intéressées peuvent formuler à l'employeur toute réclamation qu'ils jugeront utile sur la présentation des candidats.

Les travailleurs qui souhaitent retirer leur candidature ou retirer une ou des candidatures contraires au prescrit de l'article 31, dernier alinéa le font savoir à l'employeur dans le même délai.

L'employeur transmet la réclamation ou le retrait de la candidature le lendemain du jour prévu à l'alinéa 1^{er}, à l'organisation qui a présenté des candidats ou aux cadres qui ont présenté une liste. En cas de réclamation, ils disposent d'un délai de six jours pour modifier la liste de candidats présentés si ils le jugent utile. Les candidats qui font l'objet d'une réclamation parce qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne peuvent être remplacés s'ils ne faisaient pas partie du personnel de l'entreprise le 30^e jour qui précède le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Au plus tard le deuxième jour qui suit ce délai de six jours, l'employeur procède à l'affichage des listes de candidats modifiées ou non par les candidats et les candidates conformément à l'article 38, par les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres ou les cadres qui les ont présentées et par les travailleurs qui retirent leur candidature.

Les listes et les noms des candidats sont présentés dans l'ordre prévu à l'article 38, alinéa 1^{er}.

Cet avis est apposé aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections.

Art. 36. Jusqu'au quatorzième jour précédant l'élection, les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres, ou les cadres qui ont présenté une liste pourront, après consultation de l'employeur, remplacer un candidat qui figure sur les listes affichées conformément à l'article 35, dans les cas suivants :

- le décès d'un candidat;
- la démission d'un candidat de son emploi dans l'entreprise;
- la démission d'un candidat de l'organisation représentative des travailleurs ou de l'organisation représentative des cadres qui l'a présenté;
- le retrait par un candidat de sa candidature;
- le changement de catégorie d'un candidat.

Le nouveau candidat figurera sur la liste, au choix de l'organisation qui a présenté sa candidature, soit à la même place que le candidat qu'il remplace soit comme dernier candidat à la fin de la liste.

Ces modifications seront affichées par l'employeur, dès que le remplacement lui aura été signifié, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections.

Art. 34. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de in artikel 31 gestelde termijn, laat de werkgever of zijn afgevaardigde een bericht aanplakken met vermelding van de namen van de kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-jeugdige werknemers en de namen van de kandidaten- kaderleden, zoals zij voorkomen op de lijsten neergelegd overeenkomstig artikel 31; de lijsten en de namen van de kandidaten worden voorgedragen in de bij artikel 38, eerste lid bedoelde volgorde.

Dit bericht wordt aangeplakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt. Een vertegenwoordiger van elke organisatie of van de kaderleden die een lijst hebben ingediend, mag de aanplakking bijwonen.

Art. 35. Binnen zeven dagen na het verstrijken van de termijn voorgeschreven voor de aanplakking van het bericht bedoeld in artikel 34, kunnen de werknemers die op de kiezerslijsten voorkomen, alsmede de betrokken representatieve werknemersorganisaties en de betrokken representatieve organisaties van kaderleden bij de werkgever elke klacht indienen die zij in verband met de voordracht van de kandidaten nuttig achten.

De werknemers die hun kandidatuur wensen in te trekken of één of meerdere candidaturen in strijd met de voorschriften van artikel 31, laatste lid, brengen dit ter kennis van de werkgever binnen dezelfde termijn.

Daags na de in het eerste lid bedoelde dag, legt de werkgever de klacht of de intrekking van de kandidatuur voor aan de organisatie die kandidaten heeft voorgedragen of aan de kaderleden die een lijst hebben voorgedragen. In geval van klacht beschikken zij over een termijn van zes dagen om de lijst met voorgedragen kandidaten te wijzigen wanneer zij dat nodig achten. De kandidaten die het onderwerp zijn van een klacht omdat ze niet aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, mogen niet vervangen worden wanneer ze geen deel uitmaakten van het personeel van de onderneming op de 30^e dag voorafgaand aan de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Uiterlijk de tweede dag na die termijn van zes dagen, laat de werkgever de kandidatenlijsten aanplakken, die al dan niet werden gewijzigd door de mannelijke en de vrouwelijke kandidaten overeenkomstig artikel 38, door de representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden of de kaderleden die ze hebben voorgedragen en door de werknemers die hun kandidatuur intrekken.

De lijsten en de namen van de kandidaten worden voorgedragen in de bij artikel 38, eerste lid bedoelde volgorde.

Dit bericht wordt aangeplakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 36. Tot de veertiende dag vóór de verkiezingen kunnen de representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden of de kaderleden die een lijst hebben voorgedragen, na raadpleging van de werkgever, een kandidaat die voorkomt op de overeenkomstig artikel 35 aangeplakte lijsten, vervangen in de volgende gevallen :

- bij het overlijden van een kandidaat;
- bij het ontslag gegeven door een kandidaat uit zijn betrekking in de onderneming;
- wanneer een kandidaat ontslag neemt uit de representatieve werknemersorganisatie of de representatieve organisatie van kaderleden die hem heeft voorgedragen;
- bij de intrekking door de kandidaat van zijn kandidatuur;
- bij de wijziging van categorie van een kandidaat.

De nieuwe kandidaat zal op de lijst voorkomen, naargelang de keuze van de organisatie die zijn kandidatuur heeft voorgedragen, ofwel op dezelfde plaats als de kandidaat die hij vervangt, ofwel als laatste kandidaat aan het einde van de lijst.

Zodra de vervanging hem wordt betekend, worden de wijzigingen door de werkgever aangeplakt, op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 37. Dans les cinq jours qui suivent l'échéance du délai prévu pour l'affichage de l'avis visé à l'article 35, les travailleurs intéressés, les organisations représentatives des travailleurs intéressés et les organisations des cadres intéressés, peuvent introduire un recours auprès du tribunal du travail en ce qui concerne la présentation des candidats qui a donné lieu à la réclamation visée à l'article 35, alinéa 1^{er}. L'employeur dispose du même recours contre la présentation des candidats, même si aucune réclamation n'a été introduite, lorsque les candidatures ou les listes de candidats ne sont pas conformes aux dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et du présent arrêté.

Dans le cas où il n'y a pas de réclamation, le recours de l'employeur doit être introduit dans les cinq jours qui suivent le délai prévu à l'article 35 pour l'introduction des réclamations.

Le tribunal du travail statue dans les quatorze jours qui suivent le jour de la réception du recours.

Les candidats dont le tribunal estime qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne peuvent être remplacés s'ils ne faisaient pas partie du personnel de l'entreprise le 30^e jour qui précède le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Aucune modification aux listes de candidats ne peut plus être apportée dans les treize jours qui précèdent le jour des élections.

Art. 38. Les listes doivent être classées conformément à l'ordre déterminé par le tirage au sort. Les noms des candidats y sont inscrits dans l'ordre de leur présentation suivi de la lettre H ou F selon qu'il s'agit d'un candidat ou d'une candidate.

Les femmes mariées ou veuves figurent sur la liste des candidats sous leur nom de jeune fille éventuellement précédé du nom de leur époux ou de leur époux décédé. Elles peuvent signifier toute modification en ce sens à l'employeur au plus tard à l'issue du délai prévu à l'article 35, alinéa 2.

Les candidats peuvent demander à faire suivre leur prénom de leur prénom usuel. Ils peuvent signifier toute modification en ce sens à l'employeur au plus tard à l'issue du délai prévu à l'article 35, alinéa 2. Dans le même délai, les candidats signifient à l'employeur les corrections apportées à leur nom ou à leur prénom.

§ 7. Composition des bureaux électoraux

Art. 39. Des collèges électoraux distincts sont constitués pour les ouvriers et les employés, lorsque le nombre des employés, dans une entreprise occupant principalement du personnel ouvrier, est d'au moins 25. Il en est de même lorsque dans une entreprise occupant principalement du personnel employé, le nombre des ouvriers est d'au moins 25.

Un collège électoral distinct est également constitué pour les jeunes travailleurs si l'entreprise compte au moins 25 jeunes travailleurs. Dans ce cas, ils sont déduits de la catégorie des ouvriers et de la catégorie des employés.

Pour l'application des alinéas précédents du présent article, il est tenu compte du nombre de travailleurs inscrits pour chaque catégorie sur les listes électorales après leur clôture.

Pour l'élection du conseil, un collège électoral distinct est constitué pour les cadres si l'entreprise compte au moins quinze cadres sur la liste figurant dans ou en annexe de l'avis annonçant la date des élections.

Art. 40. En cas de constitution de collèges électoraux distincts, les ouvriers, les employés, les cadres et les jeunes travailleurs votent dans des bureaux distincts. Le conseil ou le comité ou, s'il n'en existe pas encore, l'employeur, peut créer plusieurs bureaux pour chaque collège électoral si les circonstances l'exigent.

Dans chaque collège électoral, l'un de ces bureaux, déterminé par le conseil ou le comité ou, s'il n'en existe pas encore par l'employeur, prend le nom de bureau principal.

Art. 37. Binnen de vijf dagen die volgen op het verstrijken van de termijn vastgesteld voor de aanplakking van het in artikel 35 bedoelde bericht, kunnen de betrokken werknemers, de betrokken representatieve werknemersorganisaties, de betrokken representatieve organisaties van kaderleden, bij de arbeidsrechtbank een beroep instellen tegen de voordracht van de kandidaten die tot de in het eerste lid van artikel 35 bedoelde klacht aanleiding heeft gegeven. De werkgever kan eenzelfde beroep instellen tegen de voordracht van kandidaten, wanneer de candidaturen of de kandidatenlijsten niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, en van dit besluit, zelfs indien geen enkele klacht werd ingediend.

In het geval er geen klacht werd ingediend, moet het beroep van de werkgever ingesteld worden binnen de vijf dagen na de termijn vastgesteld in artikel 35 voor de indiening van klachten.

De arbeidsrechtbank doet uitspraak binnen veertien dagen die volgen op de dag van ontvangst van het beroep.

De kandidaten waarvan de rechtbank oordeelt dat ze niet aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, mogen niet vervangen worden wanneer ze geen deel uitmaakten van het personeel van de onderneming op de 30^e dag voorafgaand aan de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Binnen dertien dagen die de dag van de verkiezingen voorafgaan mogen de kandidatenlijsten niet meer worden gewijzigd.

Art. 38. De lijsten moeten overeenkomstig de bij de loting bepaalde volgorde worden gerangschikt. De namen der kandidaten worden er ingeschreven in de volgorde van hun voordracht, gevolgd door de letter M of V naargelang het om een kandidaat of een candidate gaat.

De gehuwde vrouwen en de weduwen komen op de kandidatenlijsten voor met hun meisjesnaam eventueel voorafgegaan door de naam van hun echtgenoot of van hun overleden echtgenoot. Zij kunnen elke wijziging dienaangaande aan de werkgever meedelen uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 35, tweede lid, vastgestelde termijn.

De kandidaten kunnen vragen om hun voornaam te laten volgen door hun gebruikelijke voornaam. Zij kunnen elke wijziging dienaangaande aan de werkgever meedelen uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 35, tweede lid, vastgestelde termijn. Binnen dezelfde termijn betekenen de kandidaten aan de werkgever de aan hun naam of hun voornaam aangebrachte verbeteringen.

§ 7. Samenstelling van de stembureaus

Art. 39. Voor de arbeiders en de bedienden worden afzonderlijke kiescolleges samengesteld wanneer het aantal bedienden in een onderneming met hoofdzakelijk arbeiders ten minste vijfentwintig bedraagt. Hetzelfde geldt voor een onderneming met hoofdzakelijk bediendenpersoneel waar ten minste 25 arbeiders werken.

Voor de jeugdige werknemers wordt eveneens een afzonderlijk kiescollege samengesteld wanneer de onderneming ten minste 25 jeugdige werknemers telt. In dit geval worden ze in mindering gebracht van de categorie arbeiders en van de categorie bedienden.

Voor de toepassing van de vorige leden van dit artikel wordt rekening gehouden met het aantal werknemers dat voor elke categorie op de kiezerslijsten is ingeschreven na het afsluiten ervan.

Voor de verkiezingen van een raad wordt een afzonderlijk kiescollege samengesteld voor de kaderleden indien de onderneming ten minste vijftien kaderleden telt op de lijst die voorkomt in het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt of in de bijlage ervan.

Art. 40. In geval van samenstelling van afzonderlijke kiescolleges stemmen de arbeiders, de bedienden, de kaderleden en de jeugdige werknemers in afzonderlijke bureaus. De raad of het comité, of indien er nog geen is, de werkgever, mag verscheidene bureaus samenstellen voor ieder kiescollege, zo de omstandigheden dit vereisen.

In elk kiescollege wordt één van deze bureaus door de raad of het comité, of indien er nog geen is, door de werkgever tot hoofdbureau aangewezen.

Le conseil ou le comité ou, à défaut l'employeur, avec l'accord de la délégation syndicale ou, à défaut de délégation syndicale, l'employeur, avec l'accord des organisations représentatives des travailleurs intéressés, désigne le président de chacun des bureaux qui ont été créés conformément à l'alinéa 1^{er}. Il désigne également un président suppléant appelé à remplacer le président lorsqu'il est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

Si un accord n'a pu intervenir le jour de l'affichage des listes de candidats, l'employeur en informe l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort.

Celui-ci peut, soit assumer personnellement la présidence d'un bureau principal et désigner les présidents et présidents suppléants des autres bureaux soit, désigner le président et le président suppléant du bureau principal et des autres bureaux dans le cas où il serait empêché d'assumer personnellement la présidence d'un bureau principal.

Dans l'un et l'autre cas, ces présidents et présidents suppléants sont désignés parmi le personnel de l'entreprise. Ils ne peuvent être choisis parmi les candidats. En cas d'intervention de l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort et en cas d'impossibilité de désigner ces présidents parmi le personnel de l'entreprise, l'inspecteur social-chef de district peut désigner pour cette mission un inspecteur social qui relève de son autorité.

Le président de chaque bureau électoral désigne son secrétaire, ainsi qu'un secrétaire suppléant. Quatre assesseurs sont désignés par le conseil ou le comité; si celui-ci ne prend pas de décision, l'inspecteur social-chef de district ou, s'il le délègue un inspecteur social, désigne les assesseurs. Si le conseil ou le comité n'existe pas encore, le président désigne les assesseurs.

Le secrétaire et les assesseurs doivent figurer sur la liste électorale de leur catégorie. Toutefois, moyennant l'accord des délégués des travailleurs ou des organisations représentatives des travailleurs, il peut être dérogé à cette disposition. Ils ne peuvent être choisis parmi les candidats et doivent faire partie du personnel de l'entreprise.

La désignation de tous les membres des bureaux doit intervenir au plus tard le cinquante-quatrième jour après le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Art. 41. Le soixantième jour après le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, le conseil ou le comité, ou s'il n'en existe pas encore, l'employeur, fait afficher aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis mentionnant la composition des bureaux électoraux et la répartition des électeurs par bureau. Une copie de cet avis est transmise aux organisations qui ont présenté des candidats.

Art. 42. Septante jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressés peuvent désigner comme témoins des opérations électorales autant de travailleurs qu'il y a de bureaux de vote et un nombre égal de témoins suppléants.

Elles indiquent le bureau de vote où chaque témoin remplira sa mission pendant toute la durée des opérations et elles en informent les témoins qu'elles ont désignés ainsi que l'employeur.

Les témoins ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 57 et 61 et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal de l'élection.

§ 8. Période pendant laquelle les différents avis doivent être affichés

Art. 43. Les avis annonçant notamment la date des élections, le calendrier électoral, l'annonce du dépôt des listes électorales, les listes de candidats, les listes des membres des bureaux électoraux, la répartition des électeurs, la remise des convocations électorales ainsi que l'annonce des résultats électoraux, restent affichés jusqu'au quarante-vingt-quatrième jour qui suit l'affichage du résultat du vote.

De raad of het comité, of bij ontstentenis ervan de werkgever in akkoord met de vakbondsafvaardiging of, bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werkgever, in akkoord met de betrokken representatieve werknemersorganisaties, wijst de voorzitter aan van elk bureau dat wordt opgericht overeenkomstig het eerste lid. Hij wijst eveneens een plaatsvervangend voorzitter aan die opgeroepen wordt om de voorzitter te vervangen wanneer deze in de onmogelijkheid verkeert om zijn functie uit te oefenen.

Indien op de dag van de aanplakking van de kandidatenlijsten geen akkoord is bereikt, stelt de werkgever de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied daarvan in kennis.

Deze mag hetzij het voorzitterschap van een hoofdbureau bekleden en de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van de andere bureaus aanwijzen, hetzij de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter van het hoofdbureau en van de andere bureaus aanstellen, in geval hij verhierd is het voorzitterschap van een hoofdbureau op zich te nemen.

Zowel in het ene als in het andere geval worden deze voorzitters en plaatsvervangende voorzitters onder het personeel van de onderneming aangewezen. Ze mogen niet onder de kandidaten worden gekozen. Bij bemiddeling van de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied en zo het niet mogelijk is de voorzitters aan te wijzen onder het personeel van de onderneming, kan de sociaal inspecteur-districtshoofd daartoe een sociaal inspecteur aanwijzen die onder zijn gezag staat.

De voorzitter van elk stembureau wijst zijn secretaris aan, evenals een plaatsvervangende secretaris. Vier bijzitters worden door de raad of het comité aangesteld. Als de raad of het comité geen beslissing neemt, dan wijst de sociaal inspecteur-districtshoofd of een sociaal inspecteur die hij afvaardigt, de bijzitters aan. Wanneer nog geen raad of comité is opgericht, wijst de voorzitter de bijzitters aan.

De secretaris en de bijzitters moeten op de kiezerslijsten van hun categorie voorkomen. Van dit voorschrift mag evenwel worden afgeweken met de instemming van de werknemersafgevaardigden of van de representatieve werknemersorganisaties. Zij mogen niet onder de kandidaten worden gekozen en moeten deel uitmaken van het personeel van de onderneming.

De aanwijzing van alle leden van de bureaus moet gebeuren uiterlijk op de vierenvijftigste dag na de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 41. De zestigste dag na de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, laat de raad of het comité, of indien er nog geen is, de werkgever, op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt een bericht aanplakken waarop de samenstelling van de stembureaus en de indeling van de kiezers per bureau zijn aangegeven. De organisaties die kandidaten hebben voorgedragen, ontvangen een afschrift van dit bericht.

Art. 42. Zeventig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, kunnen de betrokken representatieve organisaties van werknemers en kaderleden als getuigen bij de kiesverrichtingen zoveel werknemers aanwijzen als er stembureaus zijn en evenveel plaatsvervangende getuigen.

Zij wijzen het stembureau aan waar iedere getuige zijn opdracht gedurende het hele verloop der verrichtingen moet uitvoeren en verwittigen de getuigen die zij hebben aangewezen, evenals de werkgever.

De getuigen hebben het recht de in de artikelen 57 en 61 bedoelde omslagen te verzegelen en hun opmerkingen in het proces-verbaal van de verkiezing te laten opnemen.

§ 8. Periode gedurende welke de verschillende berichten moeten aangeplakt zijn

Art. 43. De berichten waarin de datum van de verkiezingen en de verkiezingskalender wordt aangekondigd, de aankondiging van de indiening van de kiezerslijsten, de lijsten met de kandidaten, de lijsten met de leden van de stembureaus, de verdeling van de kiezers, de overhandiging van de oproepingsbrieven voor de verkiezing alsook de aankondiging van de verkiezingsuitslagen blijven aangeplakt tot de vierentachtigste dag na de aanplakking van de uitslag van de stemming.

Section II. — Opérations de vote

Art. 44. Au plus tard la veille de l'envoi des convocations électorales, le conseil ou le comité, par une décision prise à l'unanimité des voix, rayent des listes électorales les travailleurs qui ne font plus partie de l'entreprise au moment où la décision est prise.

A défaut de conseil ou de comité, cette décision est prise par l'employeur avec l'accord de tous les membres de la délégation syndicale.

Ces décisions sont sans recours.

Ces radiations sont sans incidence sur la constitution des collèges et bureaux électoraux.

Art. 45. Les électeurs sont convoqués à l'élection par l'employeur. La convocation leur est remise dans l'entreprise au plus tard dix jours avant la date des élections. Un avis affiché le jour de cette remise indique que celle-ci a eu lieu.

L'électeur qui n'est pas présent dans l'entreprise le jour où la convocation doit lui être remise, est convoqué par lettre recommandée déposée à la poste, le même jour. En cas de vote par correspondance, conformément à l'article 55, le président du bureau électoral envoie à l'électeur le même jour, la convocation accompagnée du ou des bulletins de vote estampillé(s) conformément à l'article 52. Cet envoi est assuré par lettre recommandée déposée à la poste le jour même. Les témoins dûment prévenus par le président peuvent assister à cette opération.

La convocation, ainsi que les avis prévus aux articles 11, 28 et 34, portent obligatoirement la mention suivante :

« Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote. »

Art. 46. Le bureau électoral assume la responsabilité des opérations électorales. L'employeur doit lui accorder toutes les facilités requises pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 47. Les heures d'ouverture des bureaux électoraux sont fixées de manière à permettre à tous les travailleurs de participer à l'élection pendant leurs heures de travail et sans que la bonne marche de l'entreprise puisse en être affectée. Les opérations électorales ont lieu un jour ouvrable et doivent se terminer le même jour. Toutefois, lorsqu'il n'est pas possible de ramener ces opérations à une journée, elles peuvent se poursuivre pendant plusieurs jours ouvrables même non consécutifs, après accord du conseil ou du comité ou, à leur défaut, de la délégation syndicale.

Lorsqu'il n'est pas possible de permettre à tous les travailleurs de participer à l'élection pendant leurs heures de travail, l'employeur rembourse les frais de déplacement des travailleurs qui se rendent dans les bureaux électoraux en dehors de leurs heures de travail.

Art. 48. Le vote a lieu nonante jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, dans les locaux mis par l'employeur à la disposition des bureaux électoraux.

Les bulletins employés pour le vote doivent être conformes au modèle annexé au présent arrêté. Ils sont confectionnés par les soins de l'employeur.

Les noms des candidats figurant sur les bulletins doivent être conformes à ceux qui figurent sur les listes définitives de candidats.

Art. 49. L'employeur a la charge de l'agencement du local réservé à chaque bureau de façon à assurer le secret du vote.

Pour les opérations de vote et de dépouillement, et notamment pour ce qui concerne l'agencement des locaux, le scellement des urnes, la rédaction et la conservation des procès-verbaux ainsi que la conservation des bulletins ayant servi au vote, le président est tenu de se conformer aux instructions de l'inspecteur social-chef de district, ou, s'il le délégué, d'un inspecteur social.

Afdeling II. — Stemverrichtingen

Art. 44. Ten laatste aan de vooravond van het versturen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing, schrapt de raad of het comité, bij een beslissing genomen met eenparigheid van stemmen, de werknemers die geen deel meer uitmaken van de onderneming op het ogenblik waarop de beslissing wordt genomen, van de kiezerslijsten.

Bij ontstentenis van een raad of een comité, wordt deze beslissing genomen door de werkgever met het akkoord van alle leden van de vakbondsafvaardiging.

Deze beslissingen zijn niet vatbaar voor beroep.

Deze schrappingen hebben geen gevolgen voor de samenstelling van de kiescolleges en -bureaus.

Art. 45. De kiezers worden door de werkgever voor de verkiezingen opgeroepen. De oproepingsbrief wordt hen in de onderneming overhandigd ten laatste tien dagen vóór de datum van de verkiezingen. Een bericht dat uitgehangen wordt op de dag van deze overhandiging, duidt aan dat deze plaats heeft gehad.

De kiezer die op de dag waarop de oproepingsbrief moet worden overhandigd niet in de onderneming aanwezig is, wordt opgeroepen bij een dezelfde dag ter post aangetekende brief. Ingeval overeenkomstig artikel 55 per brief wordt gestemd, stuurt de voorzitter op dezelfde dag aan de kiezer de oproepingsbrief samen met het of de overeenkomstig artikel 52 gestempelde stembiljet(ten). Deze verzending geschiedt bij een dezelfde dag ter post aangetekende brief. De getuigen moeten door de voorzitter behoorlijk worden verwittigd en mogen deze verrichting bijwonen.

De oproepingsbrief, alsmede de bij de artikelen 11, 28 en 34 bedoelde berichten moeten de volgende vermelding bevatten :

« Om de afvaardiging die zal worden verkozen een werkelijk vertegenwoordigend karakter te geven, hebben alle werknemers tot plicht aan de stemming deel te nemen. »

Art. 46. Het stembureau draagt de verantwoordelijkheid voor de kiesverrichtingen. De werkgever moet het stembureau alle faciliteiten verlenen die voor het vervullen van zijn taak vereist zijn.

Art. 47. De uren tijdens welke de stembureaus open zijn, worden derwijze vastgesteld dat alle werknemers tijdens hun werkuren aan de stemming kunnen deelnemen en zonder dat de goede werking van de onderneming erdoor kan gehinderd worden. De kiesverrichtingen hebben plaats op een werkdag en moeten op dezelfde dag beëindigd zijn. Nochtans, wanneer het niet mogelijk is de kiesverrichtingen tot één dag te herleiden, mogen zij gedurende verscheidene, zelfs niet achtereenvolgende werkdagen worden voortgezet, na akkoord van de raad of het comité of, hij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging.

Wanneer het niet mogelijk is om alle werknemers te laten deelnemen aan de stemming tijdens hun werkuren, betaalt de werkgever de verplaatsingskosten van de werknemers terug die zich naar de kiesbureaus begeven buiten hun werkuren.

Art. 48. Negentig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, vindt de stemming plaats in lokalen die door de werkgever ter beschikking van de kiesbureaus worden gesteld.

De stembiljetten die voor de stemming gebruikt worden, moeten overeenstemmen met het model in bijlage bij dit besluit. Ze worden aangemaakt door toedoen van de werkgever.

De namen van de kandidaten op de stembiljetten moeten overeenstemmen met deze op de definitieve kandidatenlijsten.

Art. 49. De werkgever moet het voor elk bureau bestemd lokaal zo inrichten, dat het geheim van de stemming wordt bewaard.

Voor de stem- en stemopnemingsverrichtingen en inzonderheid voor de inrichting der lokalen, het verzegelen der stembussen, het opmaken en het bewaren van de processen-verbaal alsmede het bewaren van de bij de stemming gebruikte stembiljetten, moet de voorzitter zich gedragen naar de onderrichtingen van de sociaal inspecteur-districtshoofd of van een sociaal inspecteur die hij afvaardigt.

Art. 50. Si, à l'heure fixée pour le commencement ou la reprise des opérations électorales, un ou plusieurs assesseurs ne sont pas présents, le président désigne pour les remplacer des électeurs choisis parmi les premiers qui se présentent au bureau sans que cette désignation ne puisse, dans la mesure du possible, porter préjudice à la bonne marche de l'entreprise.

Art. 51. Le président assure le maintien de l'ordre et veille à la régularité des opérations électorales.

Art. 52. Le président s'assure que les bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases figurant en tête de liste soient à l'intérieur, il les estampille au verso, à une place identique pour tous, d'un timbre portant la date des élections.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et les candidats ouvriers, l'électeur reçoit, des mains du président, un bulletin de vote contenant le nom des candidats employés et un autre contenant le nom des candidats ouvriers.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, au cas où il n'y a présentation que de listes de candidats employés, l'électeur ne reçoit des mains du président, qu'un seul bulletin de vote contenant le nom des candidats employés; s'il n'y a présentation que des listes de candidats ouvriers, l'électeur ne reçoit, des mains du président, qu'un seul bulletin de vote contenant le nom des candidats ouvriers.

En cas de constitution de collèges électoraux distincts pour les employés, pour les ouvriers et pour les cadres, l'électeur ne reçoit qu'un seul bulletin de vote des mains du président correspondant à la catégorie de travailleurs à laquelle il appartient. En cas de constitution d'un collège commun pour les employés et les ouvriers et d'un collège distinct pour les cadres, les électeurs appartenant au collège électoral commun pour les employés et les ouvriers, reçoivent un bulletin de vote contenant le nom des candidats employés et un autre contenant le nom des candidats ouvriers, tandis que les électeurs appartenant au collège électoral pour les cadres reçoivent un bulletin de vote contenant le nom des candidats cadres.

En cas de constitution d'un collège électoral distinct pour les jeunes travailleurs, les électeurs âgés de moins de 25 ans ne reçoivent qu'un seul bulletin de vote des mains du président, contenant les noms des candidats des jeunes travailleurs.

Après avoir formulé son vote dans l'endroit du local réservé à cet effet, l'électeur dépose son bulletin replié dans l'urne. Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et pour les candidats ouvriers, deux urnes sont utilisées et réservées respectivement aux bulletins de vote pour l'une et l'autre catégorie.

Si l'électeur ne se conforme pas aux dispositions qui précèdent, le président peut reprendre et annuler son bulletin mais doit lui en remettre un autre. Le président doit agir de même si l'électeur détériore son bulletin.

Art. 53. L'électeur qui, par suite de son état physique, se trouve dans l'impossibilité de se rendre seul à l'endroit réservé au vote, ou d'exprimer lui-même son vote peut, avec l'autorisation du président, se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien.

Art. 54. L'électeur ne peut émettre plus de suffrages qu'il n'y a de mandats effectifs à conférer.

S'il veut se prononcer en faveur d'une seule des listes présentées et qu'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de cette liste, il marque son vote dans la case placée en tête de celle-ci.

S'il veut modifier cet ordre, il marque un ou plusieurs votes nominatifs dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats de cette liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

Art. 55. En cas de dispersion considérable du personnel ainsi qu'en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail, le vote par correspondance peut être admis après accord entre l'employeur et tous les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des organisations représentatives des cadres qui ont présenté des candidats pour la catégorie de travailleurs concernée, au plus tard cinquante six jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Art. 50. Indien één of meer bijzitters niet aanwezig zijn op het uur, vastgesteld voor de aanvang of de hervatting van de kiesverrichtingen, wijst de voorzitter ter hunner vervanging kiezers aan onder de eerste die opkomen zonder dat deze aanwijzing, voor zover mogelijk, de goede werking van de onderneming mag schaden.

Art. 51. De voorzitter handhaaft de orde en zorgt ervoor dat de kiesverrichtingen regelmatig verlopen.

Art. 52. De voorzitter vergewist er zich van dat de stembiljetten rechthoekig in vieren zijn gevouwen zodat de vakken bovenaan de lijsten naar binnen zijn gekeerd; hij stempelt ze op de keerzijde, voor al de stembiljetten op dezelfde plaats, met een zegel waarop de datum van de verkiezingen is vermeld.

Indien er slechts één kiescollege is opgericht, ingeval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-bedienden en voor de kandidaten-arbeiders, krijgt de kiezer van de voorzitter een stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden en een ander met de naam van de kandidaten-arbeiders.

Wanneer er slechts één kiescollege is opgericht, in geval alleen lijsten van kandidaten-bedienden zijn ingezonden, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden; ingeval enkel lijsten van kandidaten-arbeiders zijn ingezonden, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-arbeiders.

Wanneer afzonderlijke kiescolleges voor bedienden, voor arbeiders en voor kaderleden zijn opgericht, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet, naargelang van de categorie van werknemers waartoe hij behoort. Wanneer een gemeenschappelijk kiescollege voor de bedienden en de arbeiders en een afzonderlijk kiescollege voor de kaderleden zijn opgericht, ontvangen de kiezers die behoren tot het gemeenschappelijk kiescollege voor de bedienden en de arbeiders een stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden en een ander met de naam van de kandidaten-arbeiders, terwijl de kiezers die behoren tot het afzonderlijk kiescollege voor de kaderleden een stembiljet ontvangen met de naam van de kandidaten-kaderleden.

Wanneer een afzonderlijk kiescollege voor jeugdige werknemers is opgericht krijgen de kiezers jonger dan 25 jaar van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-jeugdige werknemers.

Na zijn stem in het hiervoor bestemde gedeelte van het lokaal uitgebracht te hebben, steekt de kiezer zijn gevouwen stembiljet in de stembus. Wanneer slechts één kiescollege is opgericht en gelijktijdig voor kandidaten-bedienden en voor kandidaten-arbeiders wordt gekozen, worden twee stembussen gebruikt die respectievelijk voor beide categorieën zijn bestemd.

Wanneer de kiezer de voorgaande bepalingen niet naleeft kan de voorzitter zijn stembiljet terugnemen en vernietigen, doch moet hij hem een ander geven. De voorzitter moet op dezelfde wijze te werk gaan zo de kiezer zijn stembiljet beschadigt.

Art. 53. De kiezer, die wegens zijn lichamelijke toestand niet alleen naar de voor de stemming bestemde plaats kan gaan of zelf zijn stem niet kan uitbrengen, mag met de toestemming van de voorzitter zich door iemand laten leiden of bijstaan.

Art. 54. De kiezer mag niet meer stemmen uitbrengen dan er gewone mandaten te begeben zijn.

Indien de kiezer de voorkeur wil geven aan één enkele der voorgedragen lijsten en hij met de orde van voordracht der kandidaten van deze lijst instemt, brengt hij zijn stem uit in het vakje bovenaan de lijst.

Wenst hij deze orde te wijzigen, dan brengt hij één of meer naamstemmen uit in het vakje naast de naam van één of meerdere kandidaten, aan wie hij zijn voorkeurstem wil geven.

Art. 55. Bij aanzienlijke spreiding van het personeel alsmede in geval van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, mag de stemming per brief worden toegelaten ingevolge het akkoord tussen de werkgever en alle vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties en van de representatieve organisaties van kaderleden die kandidaten hebben voorgedragen voor de betrokken categorie van werknemers, uiterlijk zesenvijftig dagen na de aanplakking van het bericht waarbij de verkiezingen worden aangekondigd.

Un même accord peut admettre le vote par correspondance en cas de travail de nuit pour autant qu'il soit satisfait pour les travailleurs de la catégorie concernée aux conditions suivantes :

- le nombre de travailleurs occupés entre 20 h et 6 h le jour de l'élection ne dépasse pas 5 % du nombre de travailleurs occupés à la même date;
- et le nombre de travailleurs occupés entre 20 h et 6 h le jour de l'élection ne dépasse pas quinze.

Un même accord peut admettre le vote par correspondance lorsque des travailleurs ne sont pas occupés au travail pendant les heures d'ouverture des bureaux électoraux.

Dès la conclusion de cet accord, l'employeur est tenu d'en envoyer une copie à l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales.

En cas de vote par correspondance, le bulletin de vote plié et estampillé est placé dans une première enveloppe laissée ouverte et ne portant aucune inscription. Une deuxième enveloppe, laissée ouverte mais affranchie, est jointe à l'envoi et porte l'inscription :

« M. le président du bureau électoral pour l'élection du conseil d'entreprise (ou du comité pour la prévention et la protection au travail) de (nom de l'entreprise), rue à ».

Cette enveloppe porte également l'indication du bureau électoral "employés", "ouvriers", "cadres", "jeunes travailleurs" et d'autre part, la mention "expéditeur", le nom de l'électeur et la mention du caractère obligatoire de l'apposition de la signature de l'électeur. Le tout est enfermé dans une troisième enveloppe fermée, adressée à l'électeur. Les opérations énoncées ci-dessus sont effectuées pour chaque bulletin de vote envoyé à l'électeur.

Art. 56. En cas de vote par correspondance, l'électeur, une fois son vote exprimé, replace dans la première enveloppe le bulletin plié de manière prévue à l'article 52, alinéa 1^{er}.

Il ferme cette première enveloppe et la place dans la deuxième enveloppe, c'est-à-dire celle qui porte l'adresse du président du bureau électoral; il ferme cette deuxième enveloppe et remplit les mentions prévues à l'article 55, alinéa 6.

L'enveloppe contenant le bulletin peut être transmise par la poste ou de toute autre manière. Elle doit parvenir avant la clôture du scrutin. Les bulletins qui arrivent après la clôture du scrutin sont considérés comme nuls. Sont également considérés comme nuls, les bulletins renvoyés par un électeur qui est déjà venu voter dans le bureau électoral. Dans ces deux cas, le président ouvre les enveloppes extérieures en présence du bureau, convoqué spécialement à cette fin, et envoie les enveloppes intérieures contenant le bulletin de vote à l'inspecteur social-chef de district qui en assure la destruction. Le nombre de ces bulletins et le nom des électeurs dont le bulletin est arrivé après la clôture du scrutin ou qui ont déjà exprimé leur vote dans le bureau électoral sont repris dans un procès-verbal spécial, signé par le président et le secrétaire du bureau. Les témoins peuvent assister à ces opérations.

Art. 57. Lorsque le scrutin est clos et avant que le bureau n'arrête le procès-verbal de l'élection, le président remet au bureau, sans les ouvrir, les enveloppes qu'il a reçues des électeurs votant par correspondance.

Comme en ce qui concerne les autres électeurs ayant pris part au vote dans l'entreprise, le nom de chaque électeur votant par correspondance est pointé au fur et à mesure par le secrétaire sur la liste électorale qui a servi à transmettre les bulletins de vote.

Le président ouvre les enveloppes extérieures et place dans l'urne adéquate les enveloppes intérieures contenant les bulletins de vote sans pouvoir ouvrir ces enveloppes.

Le bureau dresse ensuite le procès-verbal et y inscrit le nombre d'électeurs ayant pris part au vote, le nombre de bulletins repris et le nombre de bulletins non employés.

Eenzelfde akkoord kan de stemming per brief toelaten in geval van nachtarbeid voor zover aan volgende voorwaarden is voldaan voor de werknemers van de betrokken categorie :

- het aantal werknemers tewerkgesteld tussen 20 u. en 6 u. op de dag van de verkiezing, bedraagt niet meer dan 5 % van het aantal op dezelfde datum tewerkgestelde werknemers;
- en het aantal werknemers tewerkgesteld tussen 20 u. en 6 u. op de dag van de verkiezing, bedraagt niet meer dan vijftien.

Eenzelfde akkoord kan de stemming per brief toelaten wanneer de werknemers niet tewerkgesteld worden tijdens de openingsuren van de kiesbureaus.

Zodra dit akkoord bereikt is, moet de werkgever een afschrift zenden naar de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

Indien de stemming per brief geschiedt, wordt het gevouwen en afgestempelde stembiljet in een eerste omslag gestoken, die opengelden wordt en geen enkel opschrift draagt. Een tweede omslag, eveneens open doch gefrankeerd, wordt bij de zending gevoegd en draagt het volgende opschrift :

« Aan de voorzitter van het stembureau voor de verkiezingen van de ondernemingsraad (of van het comité voor preventie en bescherming op het werk) van (naam van de onderneming), straat, te ».

Op deze omslag staan eveneens de aanwijzing van het stembureau "bedienden", "arbeiders", "kaderleden" of "jeugdige werknemers" en bovendien de vermelding "afzender", de naam van de kiezer en de vermelding van het verplicht karakter van het plaatsen van een handtekening van de kiezer. Dit alles wordt aan de kiezer onder een derde gesloten omslag geadresseerd. Het voorafgaande geldt voor elk stembiljet dat aan de kiezer wordt gezonden.

Art. 56. Indien de stemming per brief geschiedt, steekt de kiezer, na zijn stem te hebben uitgebracht, het stembiljet gevouwen, zoals bij artikel 52, eerste lid, is bepaald, terug in de eerste omslag.

Hij sluit deze eerste omslag en steekt hem in de tweede omslag waarop het adres van de voorzitter van het stembureau voorkomt. Hij sluit deze tweede omslag en brengt er de vermeldingen op aan die bij artikel 55, zesde lid, zijn bepaald.

De omslag met het stembiljet mag over de post of op onverschillig welke wijze worden verzonden. Deze moet aankomen vóór de sluiting van de stemming. De na het sluiten van de stemming binnengekomen stembiljetten worden als ongeldig beschouwd. Worden eveneens als ongeldig beschouwd, de stembiljetten teruggezonden door een kiezer die reeds is komen stemmen in het stembureau. In deze twee gevallen opent de voorzitter de buitenomslagen, in aanwezigheid van het daartoe speciaal samengeroepen bureau en zendt de binnenomslagen waarin het stembiljet steekt, aan de sociaal inspecteur-districtshoofd die voor de vernietiging ervan zorgt. Het aantal van deze stembiljetten en de naam van de kiezers wiens stembiljet na het sluiten van de stemming is binnengekomen of die reeds hun stem hebben uitgebracht in het stembureau, worden vermeld in een speciaal proces-verbaal dat door de voorzitter en de secretaris van het bureau wordt ondertekend. De getuigen mogen hierbij aanwezig zijn.

Art. 57. Wanneer de stemming gesloten is en voordat het bureau het proces-verbaal van de verkiezingen sluit, geeft de voorzitter aan het bureau de omslagen die hij van de per brief stemmende kiezers heeft ontvangen, zonder deze te openen.

Zoals van de overige kiezers die aan de stemming in de onderneming hebben deelgenomen, wordt ook de naam van ieder per brief stemmende kiezer, bij de ontvangst, door de secretaris aangestipt op de kiezerslijst die voor de verzending van de stembiljetten heeft gediend.

De voorzitter opent de buitenomslagen en steekt de binnenomslagen met stembiljetten in de daarvoor bestemde stembus, zonder dat deze mogen geopend worden.

Het bureau maakt vervolgens het proces-verbaal op en tekent het aantal kiezers op die aan de stemming hebben deelgenomen, alsmede het aantal teruggenomen en gebruikte stembiljetten.

Les bulletins repris et non employés ainsi que les listes ayant servi au pointage, signées par les membres du bureau qui les ont tenues, et par le président, sont placés sous enveloppe cachetée.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats ouvriers et employés, les opérations visées ci-dessus se font séparément. Il en est de même lorsqu'il existe un collège électoral pour les jeunes travailleurs.

Lorsque les opérations électorales se déroulent pendant plusieurs jours, le président du bureau prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la garde des urnes, des bulletins et des documents relatifs aux opérations de vote. Il se conforme à cet égard aux instructions qui peuvent lui être données par l'inspecteur social-chef de district, ou s'il le délègue par un inspecteur social.

Section III. — Après les opérations de vote

§ 1^{er}. Dépouillement du scrutin

Art. 58. Après achèvement des opérations précitées, le bureau procède au dépouillement du scrutin.

En cas de nécessité, le président peut décider de postposer les opérations de dépouillement. Il devra dans ce cas prendre toutes les dispositions prescrites à l'article 57 en cas d'opérations électorales se déroulant pendant plusieurs jours.

Le président ouvre l'urne, en retire les enveloppes contenant les bulletins de vote par correspondance et ouvre ces enveloppes. Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, ceux-ci sont considérés comme nuls. Les autres bulletins sont remis dans l'urne dont le contenu est mélangé.

Le président vide l'urne, compte les bulletins, inscrit leur nombre au procès-verbal, les déplie et, avec l'assistance des assesseurs, les classe d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant des suffrages valables pour une seule liste ou, pour un ou plusieurs candidats de cette liste; une catégorie distincte est faite pour chacune des listes dans l'ordre des numéros de celles-ci;

2° bulletins suspects;

3° bulletins nuls;

4° bulletins blancs.

Les bulletins marqués en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la même liste sont classés dans la première catégorie; le vote inscrit en tête de liste est considéré comme seul valable. Il en est de même si le bulletin compte plus de votes nominatifs qu'il n'y a de mandats effectifs à conférer.

En cas de nécessité, le président peut décider d'interrompre les opérations de dépouillement. Il devra dans ce cas prendre toutes les dispositions prescrites à l'article 57 en cas d'opérations électorales se déroulant pendant plusieurs jours.

Art. 59. Sont nuls :

1° les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote;

2° les bulletins qui contiennent l'expression de plus d'un suffrage en tête de liste;

3° les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué en même temps un vote en tête de liste et un ou plusieurs votes en faveur d'un ou de plusieurs candidats d'une ou de plusieurs autres listes ou les bulletins donnant des suffrages à des candidats de plusieurs listes;

4° les bulletins dont les formes ou les dimensions ont été altérées ou qui contiennent à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement celui-ci, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Sont blancs, les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage.

De teruggenomen en de ongebruikte stembiljetten, alsmede de lijsten die voor het aanstippen hebben gediend, welke door de leden van het bureau die deze bijhielden en door de voorzitter zijn ondertekend, worden in een verzegelde omslag gestoken.

Indien slechts één kiescollege bestaat in geval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-arbeiders en voor de kandidaten-bedienden, geschieden voornoemde verrichtingen afzonderlijk. Dit geldt ook wanneer een kiescollege voor jeugdige werknemers is opgericht.

Wanneer de kiesverrichtingen verschillende dagen duren, neemt de voorzitter van het bureau alle nodige maatregelen ter bewaring van de stembussen, van de stembiljetten en van de documenten betreffende de kiesverrichtingen. Hierbij gedraagt hij zich naar de onderrichtingen van de sociaal inspecteur-districtshoofd of van een sociaal inspecteur die hij afvaardigt.

Afdeling III. — Na de stemverrichtingen

§ 1. Stemopneming

Art. 58. Zodra de voormelde verrichtingen beëindigd zijn, gaat het bureau over tot de stemopneming.

Indien het nodig blijkt, kan de voorzitter beslissen om de opnemingsverrichtingen te verdagen. In dat geval moet hij alle maatregelen treffen, voorgeschreven in artikel 57 voor het geval dat de kiesverrichtingen verschillende dagen duren.

De voorzitter opent de stembus, haalt er de omslagen uit met de per brief uitgebrachte stemmen en opent deze omslagen. Wanneer een omslag verscheidene stembiljetten bevat, dan worden deze ongeldig verklaard. De overige stembiljetten worden opnieuw in de stembus gebracht en de inhoud ervan wordt gemengd.

De voorzitter ledigt de stembus, telt de stembiljetten, tekent het aantal op in het proces-verbaal, ontvouwt ze en deelt ze met medewerking van de bijzitters in de volgende categorieën in :

1° stembiljetten met geldige stemmen voor één enkele lijst of voor één of meer kandidaten van deze lijst; in een afzonderlijke categorie wordt voorzien voor elke lijst in de volgorde van de nummers van deze lijsten;

2° verdachte stembiljetten;

3° ongeldige stembiljetten;

4° blanco stembiljetten.

De biljetten met een stem bovenaan de lijst en met een stem voor één of meer kandidaten van dezelfde lijst, worden in de eerste categorie gerangschikt; de stem bovenaan de lijst wordt dan als de enig geldige beschouwd. Hetzelfde geldt indien het biljet meer naamstemmen telt dan er werkelijke mandaten toe te wijzen zijn.

Indien het noodzakelijk is, kan de voorzitter beslissen om de opnemingsverrichtingen te onderbreken. Hij zal in dit geval alle beschikkingen treffen voorgeschreven in artikel 57 in geval van kiesverrichtingen die zich uitspreiden over meerdere dagen.

Art. 59. Ongeldig zijn :

1° de andere stembiljetten dan die welke aan de kiezer zijn overhandigd op het ogenblik van de stemming;

2° de stembiljetten waarop meer dan één stem bovenaan een lijst is uitgebracht;

3° de stembiljetten waarop de kiezer een stem bovenaan een lijst en tevens één of meer stemmen voor één of meer kandidaten van één of meer andere lijsten heeft uitgebracht of de stembiljetten met stemmen voor kandidaten van verschillende lijsten;

4° de stembiljetten waarvan de vorm of de afmetingen zijn veranderd of die binnenin enig papier of voorwerp bevatten of waarvan de kiezer door een teken, een doorhaling of een merk kan worden herkend.

Het teken van de stemming, zelfs wanneer het op onvolmaakte wijze is aangebracht, wordt als een geldig uitgebrachte stem beschouwd tenzij het duidelijk in de bedoeling van de kiezer lag het stembiljet herkenbaar te maken.

Blanco zijn de stembiljetten waarop geen enkele stem is uitgebracht.

Art. 60. Le président classe parmi les bulletins suspects les bulletins sur la validité desquels il a lui-même des doutes et ceux au sujet de la validité desquels un autre membre du bureau estime devoir faire des réserves.

Ils sont ajoutés, d'après les décisions du président, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Le président acte au procès-verbal les réserves qu'un ou plusieurs membres du bureau croient devoir maintenir. En ce cas, il paraphe le bulletin contesté.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés par les membres du bureau. Ceux-ci comptent également le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Art. 61. Le bureau arrête et fixe le nombre de bulletins nuls et blancs et, pour chacune des listes le nombre de suffrages exprimés en tête de liste, le nombre de suffrages exprimés uniquement en faveur de candidats de la liste et le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat. Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Lorsque ces opérations sont terminées, les bulletins classés comme il est dit à l'article 58, alinéa 4, 1°, 3° et 4° sont placés dans les enveloppes distinctes et fermées. Les bulletins suspects sont visés par le président. Il transmet ces enveloppes au président du bureau principal; s'il n'en existe pas, il les remet sans délai, à l'employeur.

§ 2. Répartition des mandats et désignation des élus

Art. 62. La répartition des mandats et la désignation des élus effectifs et suppléants est faite par le bureau immédiatement après la clôture des opérations de dépouillement.

S'il existe un bureau principal, les procès-verbaux des autres bureaux sont transmis à celui-ci, qui procède au recensement général des résultats du scrutin, à la répartition des mandats et à la désignation des élus.

L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Art. 63. Lorsqu'il y a plusieurs listes, le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4 etc le chiffre électoral de chaque liste, qui est égal au nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de liste ou ne contenant de votes valables qu'en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste et range les quotients, établis à deux décimales, dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres effectifs à élire. Les bulletins marqués en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la même liste sont considérés comme des votes en tête de liste.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de mandats que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile.

Lorsqu'un mandat revient, à titre égal, à plusieurs listes, il est attribué à celle dont le chiffre électoral est le plus élevé. En cas de parité de chiffres électoraux, le mandat revient à la liste sur laquelle figure le candidat qui, en application de la procédure fixée à l'article 64, se verrait attribuer le mandat supplémentaire revenant à sa liste et qui a obtenu le plus de suffrages, compte tenu des votes de listes et des suffrages nominatifs, ou en cas d'égalité, à celui de ces candidats qui compte la plus grande ancienneté dans l'entreprise.

Art. 64. La désignation des candidats élus s'opère de la manière suivante : lorsque le nombre de candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus.

Lorsque ce nombre est supérieur, les sièges sont confiés aux candidats qui atteignent le chiffre spécial d'éligibilité dans l'ordre de leur présentation. S'il reste des mandats à conférer, ils le sont aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de présentation prévaut.

Préalablement à la désignation des élus, le bureau principal procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation.

Le nombre de ces votes de liste est établi en multipliant le nombre de bulletins marqués en tête de liste par le nombre de sièges obtenus par cette liste. L'attribution des votes de liste se fait d'après un mode dévolutif : les votes de liste sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le chiffre d'éligibilité spécial à la liste; l'excédent s'il y en a est attribué dans une mesure semblable au deuxième candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les votes de liste aient été attribués.

Art. 60. Als de voorzitter zelf aan de geldigheid van stembiljetten twijfelt en als een ander lid van het bureau voorbehoud meent te moeten maken over de geldigheid ervan, worden deze stembiljetten door de voorzitter als verdacht beschouwd.

Volgens de beslissing van de voorzitter worden zij bij de categorie gevoegd waartoe zij behoren.

De voorzitter vermeldt in het proces-verbaal het voorbehoud dat één of meer leden van het bureau menen te moeten handhaven. In dat geval parafeert hij het betwiste stembiljet.

De stembiljetten van iedere categorie worden door de leden van het bureau geteld. Dezen tellen ook het aantal door elke kandidaat behaalde naamstemmen.

Art. 61. Het bureau stelt vast en bepaalt het aantal ongeldige en blanco stembiljetten en, voor elke lijst, het aantal bovenaan de lijst uitgebrachte stemmen, het aantal stemmen die enkel op kandidaten van de lijst zijn uitgebracht en het aantal door iedere kandidaat behaalde naamstemmen. Al deze getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

Na afloop van deze verrichtingen worden de stembiljetten gerangschikt zoals bij artikel 58, vierde lid, 1°, 3° en 4°, is bepaald en worden zij in afzonderlijke en te sluiten omslagen gestoken. De verdachte stembiljetten worden door de voorzitter geïstudeerd. Hij zendt deze omslagen aan de voorzitter van het hoofdbureau; indien er geen hoofdbureau is, zendt hij ze onverwijld aan de werkgever.

§ 2. Verdeling van de mandaten en aanwijzing van de gekozenen

Art. 62. Het bureau verdeelt de mandaten en wijst de gewone en plaatsvervangende gekozenen aan, dadelijk na de sluiting van de opnemingsverrichtingen.

Indien er een hoofdbureau is, worden de processen-verbaal van de andere bureaus naar dit bureau gezonden, dat een algemene telling houdt van de uitslagen der stemming, de mandaten verdeelt en de gekozenen aanwijst.

De verkiezing geschiedt door één enkele stemronde.

Art. 63. Wanneer er meerdere lijsten zijn deelt het bureau het kiescijfer van elke lijst, dat gelijk is aan het aantal biljetten met een geldige lijststem of waarop enkel geldige stemmen voor één of meer kandidaten op de lijst voorkomen, achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, enz. en rangschikt de quotiënten, opgesteld in twee decimalen, naar de orde van belangrijkheid tot een totaal aantal quotiënten, gelijk aan het aantal te verkiezen gewone leden, is bereikt. De biljetten die bovenaan werden ingevuld en ten voordele van een of meerdere kandidaten van dezelfde lijst worden beschouwd als lijststemmen.

De verdeling onder de lijsten geschiedt door toekenning aan elke lijst van evenveel mandaten als het kiescijfer quotiënten heeft gegeven die gelijk zijn aan of hoger dan het laatste nuttig quotiënt.

Wanneer een mandaat met gelijk recht aan verschillende lijsten toekomt, wordt het toegekend aan de lijst met het hoogste kiescijfer. Bij staking van kiescijfers wordt het mandaat toegekend aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt die, in toepassing van de bij artikel 64 vastgestelde procedure, het bijkomend mandaat toegekend zou krijgen dat aan zijn lijst toekomt en die de meeste stemmen heeft behaald, rekening houdend met de lijststemmen en de naamstemmen, of in geval van gelijkheid aan de kandidaat die in de onderneming de grootste anciënniteit heeft.

Art. 64. De aanwijzing van de verkozen kandidaten geschiedt op de volgende wijze : wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is dat aantal groter, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten die in volgorde van hun voordracht het bijzonder verkiesbaarheidscijfer bereiken. Zijn er nog mandaten te begeben, dan worden zij toegekend aan de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Bij gelijk stemmental is de volgorde van de voordracht beslissend.

Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent het hoofdstembureau aan de kandidaten individueel de lijststemmen toe die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht.

Dit aantal lijststemmen wordt verkregen door het aantal van de bovenaan op de lijst ingevulde stembiljetten te vermenigvuldigen met het aantal van de zetels door deze lijst behaald. De toekenning van de lijststemmen geschiedt door overdracht : aan de naamstemmen die door de eerste kandidaat van de lijst zijn behaald, worden zoveel lijststemmen toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer van die lijst te bereiken; is er een overschot, dan wordt dat op gelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat, en zo verder tot alle lijststemmen zijn toegekend.

Le chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste s'obtient en divisant par le nombre plus un des sièges attribués à la liste l'ensemble des suffrages utiles. Lorsqu'il comprend une décimale il est arrondi au chiffre inférieur pour une décimale de un à quatre et au chiffre supérieur pour une décimale de cinq à neuf.

L'ensemble des suffrages utiles est établi en multipliant le nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de liste additionné du nombre de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste par le nombre de sièges obtenus par la liste.

Art. 65. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus les candidats non élus sont déclarés suppléants selon la règle prévue pour les effectifs sans que leur nombre puisse dépasser celui des élus effectifs de la liste.

Préalablement à la désignation des suppléants, le bureau ayant désigné les effectifs procède à une nouvelle attribution individuelle des votes de liste favorables à l'ordre de présentation, cette attribution se faisant de la même manière que pour les effectifs, mais en commençant par le premier des candidats non élus, dans l'ordre de présentation.

Art. 66. Sitôt les opérations terminées, le bureau qui a procédé à la désignation des élus clôt le procès-verbal qui est revêtu de la signature de tous les membres du bureau.

Les résultats du scrutin doivent être communiqués au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale en vue de l'élaboration de statistiques. Cet envoi se fait par voie électronique selon les modalités définies par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. A défaut, ces données seront transmises au moyen d'une fiche statistique fournie par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Le président du bureau envoie immédiatement, pour le conseil ou le comité :

- l'original des procès-verbaux à l'inspecteur social-chef de district;
- une copie des procès-verbaux à l'employeur;
- par lettre recommandée à la poste, une copie des procès-verbaux aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées.

Les données statistiques sont transmises en même temps au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. L'envoi se fait selon les modalités déterminées par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Au plus tard le lendemain de la clôture des opérations, le président remet à l'employeur dans des enveloppes scellées, les documents ayant servi à l'élection.

L'employeur assure la conservation des documents pendant une période de vingt-cinq jours qui suit le jour de la clôture des opérations électorales. En cas de recours, il communique les documents à la juridiction compétente.

En l'absence de recours ou postérieurement à la décision définitive de la juridiction d'appel, les bulletins de vote peuvent être détruits par l'employeur.

Au plus tard deux jours après la clôture des opérations électorales, l'employeur affiche, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis indiquant le résultat du vote et la composition du conseil ou du comité.

L'avis mentionne clairement et précisément tous les délégués du personnel et tous les délégués de l'employeur ainsi que leurs suppléants. Il doit rester affiché jusqu'au quatre-vingt-quatrième jour qui suit l'affichage du résultat du vote.

Art. 67. Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et pour les candidats ouvriers, les opérations visées aux articles 58 à 66 se font séparément pour chaque catégorie de candidats.

Het bijzonder verkiesbaarheidscijfer van elke lijst wordt verkregen door het totaal van de in aanmerking komende stemmen te delen door het getal van de aan de lijst toegekende zetels, vermeerderd met één. Wanneer hierin een decimaal voorkomt, wordt het cijfer naar beneden afgerond voor een decimaal van één tot vier en naar boven voor een decimaal van vijf tot negen.

Het totaal van de in aanmerking komende stemmen wordt verkregen door het aantal stembiljetten met een geldige stem bovenaan de lijst gevoegd bij de stembiljetten met geldige stemmen voor één of meerdere kandidaten, te vermenigvuldigen met het aantal zetels dat aan de lijst toekomt.

Art. 65. Op elke lijst waarvan één of meer kandidaten verkozen zijn, worden de niet-verkozen kandidaten plaatsvervangend verklaard volgens de regel bepaald voor de gewone verkozenen, zonder dat hun aantal hoger mag zijn dan het aantal verkozenen van de lijst.

Vooraleer de plaatsvervangende kandidaten worden aangewezen, gaat het bureau, na aanwijzing van de gewone kandidaten, over tot een nieuwe individuele toewijzing van de lijststemmen die aan de orde van de voordracht ten goede komt; deze toewijzing geschiedt op dezelfde wijze als voor de gewone kandidaten, doch te beginnen met de eerste van de niet-verkozen kandidaten in de orde van de voordracht.

Art. 66. Na verloop van deze verrichtingen sluit het bureau, dat de gekozenen heeft aangewezen, het proces-verbaal, dat door alle leden van het bureau wordt ondertekend.

De resultaten van de stemming moeten aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg meegedeeld worden voor het opmaken van statistieken. Deze verzending gebeurt langs elektronische weg overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Bij ontstentenis zullen deze gegevens verzonden worden door middel van een statistische steekkaart verstrekt door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De voorzitter van het bureau zendt onmiddellijk, voor de raad of het comité :

- het origineel van de processen-verbaal naar de sociaal inspecteur-districtshoofd;
- een afschrift van de processen-verbaal naar de werkgever;
- bij een ter post aangetekend schrijven, een afschrift van de processen-verbaal naar de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties.

De statistische gegevens worden tegelijkertijd verzonden naar de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. De verzending gebeurt overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Uiterlijk daags na de sluiting van de verrichtingen overhandigt de voorzitter de documenten die voor de verkiezingen hebben gediend, in verzegelde omslagen aan de werkgever.

De werkgever bewaart de documenten gedurende een periode van vijftientig dagen die volgt op de dag van de sluiting van de kiesverrichtingen. In geval van beroep bezorgt hij de documenten aan het bevoegde rechtsorgaan.

Als er geen beroep wordt ingesteld of nadat de definitieve beslissing van het rechtsorgaan van beroep is gevallen mag de werkgever de stembiljetten vernietigen.

Uiterlijk twee dagen na de sluiting van de kiesverrichtingen wordt door de werkgever op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt een bericht aangeplakt met de uitslag der stemming en de samenstelling van de raad of het comité.

Dat bericht vermeldt duidelijk en nauwkeurig alle personeelsafgevaardigden en alle werkgeversafgevaardigden alsmede hun plaatsvervaardigers. Het moet aangeplakt blijven tot de vierentachtigste dag na de aanplakking van de uitslag van de stemming.

Art. 67. Indien slechts één kiescollege bestaat in geval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-bedienden en voor de kandidaten-arbeiders geschieden de in de artikelen 58 tot 66 bedoelde verrichtingen voor elke categorie van kandidaten afzonderlijk.

Section IV. — Organisation de nouvelles élections

Art. 68. Les élections sont organisées en dehors de la période déterminée par le Roi :

a) en cas d'annulation judiciaire des élections;

b) dès que le nombre de délégués effectifs devient inférieur à deux et qu'il n'y a plus de délégués suppléants ni de candidats pour occuper le ou les sièges vacants; ces élections sont organisées conformément aux articles 10 et suivants du présent arrêté et sur base des décisions prises par l'employeur en exécution de l'article 8 lors des dernières élections du même organe, éventuellement modifiées par le tribunal du travail;

c) lorsque la procédure a été entamée en retard alors que l'entreprise remplissait les conditions pour l'institution ou le renouvellement d'un organe;

d) lorsque les recours judiciaires ont entraîné un retard dans la procédure;

e) lorsqu'il y a eu suspension des opérations électorales pour cause de grève ou de chômage temporaire.

Section V. — Vote par des moyens électroniques

Art. 69. Par dérogation aux articles 48, 49, 52 et 57 à 61, il peut être procédé au vote par des moyens électroniques aux conditions prévues par la présente section.

Art. 70. Le système informatique utilisé doit répondre aux conditions suivantes :

1° être conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant l'élection des délégués du personnel au sein des conseils et des comités;

2° enregistrer les données suivantes qui doivent figurer au procès-verbal :

- la date des élections
- l'organe concerné
- le numéro du bureau de vote
- le collège électoral concerné
- le nombre d'électeurs qui ont pris part au vote (en cas de collège électoral commun, chaque électeur exprime deux votes)
- le nombre de votes blancs
- le nombre de suffrages en tête de liste
- le nombre de suffrages exprimés uniquement en faveur de candidats de la liste
- le nombre de voix obtenues par chaque candidat
- le nombre de mandats effectifs par liste
- le nom et le prénom des élus effectifs par liste
- le nom et le prénom des élus suppléants par liste;

3° présenter un écran de visualisation affichant au début de l'opération de vote le numéro et le sigle de toutes les listes de candidats; lorsque l'électeur choisit une liste, les noms de tous les candidats doivent apparaître dans l'ordre de leur présentation; ces affichages doivent présenter une garantie de neutralité;

4° ne pas permettre qu'un vote nul soit enregistré; l'électeur doit être invité à recommencer son vote;

5° offrir les garanties nécessaires de fiabilité et de sécurité et garantir l'impossibilité de toute manipulation des données enregistrées et le secret du vote;

6° imposer l'usage de cartes magnétiques distinctes lorsque le vote s'opère à la fois pour le conseil et le comité

7° assurer la conservation des résultats du scrutin et la possibilité de contrôle des opérations électorales et des résultats par les juridictions du travail.

Art. 71. Un système de vote par des moyens électroniques ne peut être utilisé que :

- s'il est accompagné d'une attestation du fabricant que le système répond aux conditions fixées à l'article 70;
- si le fabricant peut garantir une aide en cas de problèmes techniques se posant au moment des élections.
- s'il a fait l'objet d'un dépôt au service des organes de participation du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Afdeling IV. — Organisatie van nieuwe verkiezingen

Art. 68. De verkiezingen worden georganiseerd buiten de door de Koning vastgestelde periode :

a) in geval van gerechtelijke nietigverklaring van de verkiezingen;

b) zodra het aantal gewone afgevaardigden kleiner is dan twee en er geen plaatsvervangende afgevaardigden of geen kandidaten meer zijn om de vacante zetel(s) te bezetten; deze verkiezingen worden overeenkomstig de artikelen 10 en volgende van dit koninklijk besluit gehouden en op basis van de beslissingen genomen door de werkgever in uitvoering van artikel 8 bij de vorige verkiezingen van hetzelfde orgaan, eventueel gewijzigd door de arbeidsrechtbank;

c) wanneer de procedure te laat werd ingezet terwijl de onderneming voldeed aan de voorwaarden voor de oprichting of de hernieuwing van een orgaan;

d) wanneer de beroepen voor de arbeidsgerechten een vertraging in de procedure hebben veroorzaakt;

e) wanneer de kiesverrichtingen geschorst werden wegens staking of tijdelijke werkloosheid.

Afdeling V. — Electronisch stemmen

Art. 69. In afwijking van de artikelen 48, 49, 52 en 57 tot 61, kan tot electronisch stemmen worden overgegaan onder de door deze afdeling bepaalde voorwaarden.

Art. 70. Het informatica-systeem dat aangewend wordt, moet beantwoorden aan volgende voorwaarden :

1° in overeenstemming zijn met de wettelijke en reglementaire bepalingen die de verkiezing van de personeelsafgevaardigden in de raden en de comités regelen;

2° volgende gegevens registreren die moeten opgenomen worden in het proces-verbaal :

- de datum van de verkiezingen
- het betrokken orgaan
- het nummer van het stembureau
- het betrokken kiescollege
- het aantal kiezers die aan de stemming hebben deelgenomen (in geval van gemeenschappelijk kiescollege, brengt elke kiezer twee stemmen uit)
- het aantal blanco stemmen
- het aantal lijststemmen
- het aantal uitgebrachte lijststemmen enkel ten voordele van kandidaten van de lijst
- het aantal stemmen behaald door elke kandidaat
- het aantal effectieve mandaten per lijst
- de naam en de voornaam van de gewone verkozenen per lijst
- de naam en de voornaam van de plaatsvervangende verkozenen per lijst;

3° een beeldscherm tonen dat bij het begin van de kiesverrichting een overzicht geeft van alle lijstnummers en letterwoorden van de kandidatenlijsten; wanneer de kiezer een lijst kiest, moeten de namen van alle kandidaten verschijnen in de volgorde van hun voordracht; deze overzichten moeten een waarborg van neutraliteit bieden;

4° niet toelaten dat een ongeldige stem wordt geregistreerd; de kiezer moet uitgenodigd worden om zijn stem opnieuw uit te brengen;

5° de nodige waarborgen bieden inzake betrouwbaarheid en veiligheid en de onmogelijkheid verzekeren van elke manipulatie van de geregistreerde gegevens evenals het geheim der stemming;

6° het gebruik opleggen van verschillende magnetische kaarten wanneer de stemming tegelijk plaatsvindt voor de raad en het comité;

7° de bewaring verzekeren van de resultaten van de stemming en van de mogelijkheid tot controle van de stemverrichtingen en van de resultaten door de arbeidsgerechten.

Art. 71. Een systeem van elektronisch stemmen mag enkel worden gebruikt :

- indien het vergezeld is van een attest van de fabrikant dat het systeem beantwoordt aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 70;
- indien de fabrikant ondersteuning kan waarborgen in geval van technische problemen die rijzen op het ogenblik van de verkiezingen;
- indien het werd neergelegd bij de dienst inspraakorganen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 72. La décision de procéder au vote par des moyens électroniques doit être prise à l'unanimité par chaque conseil ou comité concerné.

Préalablement, le conseil ou le comité aura été informé des points figurant aux articles 70 et 71.

Cette décision fait l'objet d'une mention dans l'avis prévu à l'article 11.

Art. 73. Les membres des bureaux électoraux, les présidents et secrétaires suppléants, les témoins et les électeurs doivent bénéficier d'une formation adéquate.

Art. 74. Chaque collège électoral doit voter séparément.

Art. 75. Les témoins du bureau principal peuvent assister à l'encodage des listes de candidats.

Section VI. — Dispense d'organiser des élections

Art. 76. La procédure électorale est arrêtée la veille du jour de l'envoi ou de la remise des convocations électorales lorsqu'aucune liste de candidats n'est présentée. Il en est de même lorsqu'une seule organisation représentative des travailleurs ou une seule organisation représentative des cadres ou lorsque seul un groupe de cadres présente un nombre de candidats inférieur ou égal au nombre de mandats effectifs à attribuer; dans ce cas, ces candidats sont élus d'office.

Un bureau électoral doit néanmoins être constitué pour la catégorie du personnel concernée, si une liste de candidats a été déposée. Le bureau procède comme il est prévu à l'article 66, alinéas 1^{er} et 2 du présent arrêté et indique dans le procès-verbal, la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote.

Si la procédure électorale est arrêtée parce qu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour aucune catégorie du personnel, il n'y a pas lieu de constituer un bureau électoral. L'employeur prend lui-même la décision d'arrêter la procédure électorale à l'expiration du délai prévu à l'article 31 ou, le cas échéant après notification du jugement qui annulerait toutes les candidatures en application de l'article 37. L'employeur affiche, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis indiquant sa décision d'arrêter la procédure électorale et la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote. Il envoie copie de cet avis au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Si la procédure électorale est arrêtée parce qu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour une ou pour plusieurs catégories du personnel, mais qu'une ou plusieurs listes ont été déposées pour au moins une autre catégorie du personnel, le bureau électoral constitué pour la catégorie qui comporte le plus grand nombre d'électeurs procède comme il est prévu à l'article 66, alinéas 1^{er} et 2 du présent arrêté et indique la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote.

La décision d'arrêter la procédure électorale, et, le cas échéant, la composition du conseil ou du comité doivent être portées à la connaissance des travailleurs par l'affichage d'un avis conformément aux dispositions de l'article 66, alinéas 6 et 7.

Section VII. — Recours contre les élections

Art. 77. Le tribunal du travail statue sur les recours introduits par l'employeur, les travailleurs ou les organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées concernant une demande d'annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure, ou une demande de rectification des résultats des élections dans les treize jours qui suivent l'affichage du résultat du vote.

Un recours est également introduit dans le même délai au cas où des membres de la délégation de l'employeur n'occuperaient pas une des fonctions de direction définie conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le tribunal du travail saisi statue dans les soixante-sept jours qui suivent l'affichage du résultat du vote. Il peut exiger la communication des procès-verbaux et des bulletins de vote.

Art. 72. De beslissing om over te gaan tot elektronisch stemmen moet met unaniteit genomen worden door elke betrokken raad of comité.

De raad of het comité zal voorafgaandelijk ingelicht zijn van de in de artikelen 70 en 71 opgenomen punten.

Deze beslissing is het voorwerp van een vermelding in het advies bepaald in artikel 11.

Art. 73. De leden van de stembureaus, de plaatsvervangende voorzitters en secretarissen, de getuigen en de kiezers, moeten een passende opleiding krijgen.

Art. 74. Elk kiescollege moet afzonderlijk stemmen.

Art. 75. De getuigen van het hoofdbureau kunnen de encodering van de kandidatenlijsten bijwonen.

Afdeling VI. — Vrijstelling van het organiseren van verkiezingen

Art. 76. De kiesprocedure wordt stopgezet aan de vooravond van het versturen of het overhandigen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing wanneer geen enkele kandidatenlijst is ingediend. Hetzelfde geldt wanneer één enkele representatieve werknemersorganisatie of één enkele representatieve organisatie van kaderleden of wanneer enkel één groep van kaderleden een aantal kandidaten voordraagt dat gelijk is aan of lager is dan het aantal toe te kennen gewone mandaten; in dat geval zijn de kandidaten van rechtswege verkozen.

Niettemin moet een kiesbureau worden samengesteld voor de categorie van het betrokken personeel indien een kandidatenlijst werd neergelegd. Het bureau handelt zoals is voorgeschreven in artikel 66, eerste en tweede lid van dit besluit en vermeldt in het proces-verbaal de reden waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden.

Indien de kiesprocedure wordt stopgezet omdat geen enkele kandidatenlijst werd neergelegd voor geen enkele personeelscategorie, moet er geen kiesbureau samengesteld worden. De werkgever neemt zelf de beslissing om de kiesprocedure stop te zetten na verloop van de in artikel 31 bepaalde termijn of, in voorkomend geval na kennisgeving van het vonnis dat alle candidaturen zou nietig verklaren met toepassing van artikel 37. De werkgever plakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, een bericht aan met vermelding van zijn beslissing tot stopzetting van de kiesprocedure en van de reden waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden. Hij verzendt een afschrift van dit bericht naar de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Indien de kiesprocedure wordt stopgezet omdat geen enkele kandidatenlijst werd neergelegd voor één of meerdere personeelscategorieën, terwijl één of meerdere lijsten werden ingediend voor minstens één andere personeelscategorie, handelt het kiesbureau dat samengesteld is voor de categorie die het grootste aantal kiezers telt, overeenkomstig artikel 66, eerste en tweede lid, van dit besluit, en duidt de reden aan waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden.

De beslissing tot stopzetting van de kiesprocedure en, in voorkomend geval, de samenstelling van de raad of van het comité moeten door aanplakking van een bericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 66, zesde en zevende lid, aan de werknemers ter kennis worden gebracht.

Afdeling VII. — Beroepen tegen de verkiezingen

Art. 77. De arbeidsrechtbank doet uitspraak over de beroepen die binnen dertien dagen na de aanplakking van de uitslag van de stemming zijn ingesteld door de werkgever, de werknemers of de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties en die betrekking hebben op een verzoek tot gehele of gedeeltelijke nietigverklaring van de verkiezingen of van een beslissing tot stopzetting van de procedure, of een verzoek tot verbetering van de verkiezingsuitslag.

Een beroep dient eveneens binnen dezelfde termijn ingesteld te worden in het geval dat de leden van de werkgeversafvaardiging niet één van de leidinggevende functies, omschreven overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, zouden bekleden.

De arbeidsrechtbank waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, doet uitspraak uiterlijk binnen zevenenzeventig dagen na aanplakking van de uitslag der stemming. Zij kan inzage eisen van de processen-verbaal, en van de stembiljetten.

Le jugement est notifié immédiatement à l'employeur, à chacun des élus effectifs et suppléants, aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées, à l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales et au directeur général de la Direction générale Relations individuelles du travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale chargé des organes de participation.

Art. 78. La cour du travail connaît de l'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail concernant une demande d'annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure, ou une demande de rectification des résultats des élections ou contre la désignation de la délégation de l'employeur.

Le délai pour interjeter appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement.

La cour du travail statue dans les mêmes septante-cinq jours qui suivent le prononcé du jugement du tribunal du travail.

Les arrêts sont notifiés aux personnes et organisations visées à l'article 77 dernier alinéa.

Art. 79. La nouvelle procédure électorale débute dans les trois mois qui suivent la décision d'annulation définitive.

Section VIII. — Remplacement des membres effectifs

Art. 80. Lorsque le mandat d'un ou de plusieurs membres effectifs prend fin, ceux-ci sont remplacés successivement par :

1° les suppléants de la même liste dans l'ordre dans lequel ils ont été élus;

2° les candidats non élus de la même liste dans l'ordre du nombre de voix tel que déterminé aux articles 62 et 64.

Art. 81. Lorsqu'un membre de la délégation de l'employeur perd sa fonction de direction dans l'entreprise, l'employeur peut désigner la personne qui reprend les mêmes fonctions.

Lorsque la fonction d'un membre de la délégation de l'employeur est supprimée, l'employeur peut désigner une personne exerçant une des fonctions définies dans l'avis visé à l'article 11 éventuellement modifié conformément au dernier alinéa du présent article.

La désignation d'un remplaçant peut faire l'objet d'un recours devant les juridictions du travail dans le mois qui suit le moment où les délégués du personnel ont eu connaissance de ce remplacement. Ce recours est soumis aux règles fixées aux articles 77 et 78.

La liste des fonctions de direction déterminée conformément à l'article 8 et éventuellement modifiées par le tribunal du travail en application de l'article 9, ainsi, qu'à titre indicatif la liste des membres du personnel de direction arrêtée au jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections est conservée jusqu'aux prochaines élections à l'endroit où est conservé le règlement de travail de l'entreprise.

Lorsque de nouvelles fonctions de direction sont créées après la date de l'affichage du résultat des élections, la liste visée à l'alinéa précédent peut être adaptée.

Dans ce cas, l'employeur soumet par écrit une proposition d'adaptation de la liste au conseil ou au comité accompagnée à titre indicatif du nom des personnes qui exercent ces fonctions de direction. Celui-ci fait connaître ses remarques à l'employeur dans le mois qui suit la remise de la proposition au conseil ou au comité. Ensuite l'employeur fait connaître, par écrit, sa décision au conseil ou au comité et l'affiche dans les locaux de l'entreprise à l'endroit prévu à l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. Dans les sept jours qui suivent l'affichage de cette décision, un recours est ouvert contre elle dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 9 du présent arrêté. Cette décision modifie la liste des fonctions de direction définies dans l'avis visé à l'article 11 et est conservée jusqu'aux prochaines élections à l'endroit où est conservé le règlement de travail de l'entreprise.

Het vonnis wordt onmiddellijk ter kennis gebracht aan de werkgever, aan ieder der gewone en plaatsvervangende verkozenen, aan de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties, aan de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten en aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, belast met de inspraakorganen.

Art. 78. Het arbeidshof neemt kennis van het hoger beroep tegen beslissingen in eerste aanleg van de arbeidsrechtbanken, betreffende een verzoek tot gehele of gedeeltelijke nietigverklaring van de verkiezingen of van een beslissing tot stopzetting van de procedure, of een verzoek tot verbetering van de verkiezingsuitslagen of tegen de aanduiding van de werkgeversafvaardiging.

De termijn van hoger beroep is vijftien dagen, te rekenen van de kennisgeving van het vonnis.

Het arbeidshof doet uitspraak binnen vijfenzeventig dagen die volgen op het uitspreken van het vonnis door de arbeidsrechtbank.

De arresten worden ter kennis gebracht aan de bij artikel 77, laatste lid, bedoelde personen en organisaties.

Art. 79. De nieuwe verkiezingsperiode vangt aan binnen drie maanden die volgen op de beslissing van de definitieve nietigverklaring.

Afdeling VIII. — Vervanging van de gewone leden

Art. 80. Wanneer een einde komt aan het mandaat van een of meer gewone leden, worden deze achtereenvolgens vervangen door :

1° de plaatsvervangende leden van dezelfde lijst in de volgorde waarin zij werden verkozen;

2° de niet-verkozen kandidaten van dezelfde lijst in de volgorde van het aantal stemmen zoals vastgesteld in de artikelen 62 en 64.

Art. 81. Wanneer een lid van de afvaardiging van de werkgever zijn leidinggevende functie in de onderneming verliest, kan de werkgever de persoon aanduiden die dezelfde functie bekleedt.

Wanneer de functie van een lid van de afvaardiging van de werkgever wordt afgeschaft, kan de werkgever een persoon aanduiden die één van de functies uitoefent, die bepaald zijn in het bericht bedoeld in artikel 11 dat in voorkomend geval gewijzigd is overeenkomstig het laatste lid van dit artikel.

De aanwijzing van een vervanger kan het voorwerp uitmaken van een beroep bij de arbeidsgerechten gedurende de maand die volgt op het ogenblik waarop de personeelsafgevaardigden kennis hebben genomen van deze vervanging. Dit beroep is onderworpen aan de regels bepaald in de artikelen 77 en 78.

De lijst van de leidinggevende functies bepaald overeenkomstig artikel 8 en eventueel gewijzigd door de arbeidsrechtbank in toepassing van artikel 9, evenals bij wijze van aanduiding, de lijst met de leden van het leidinggevend personeel, vastgesteld op de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, wordt bewaard tot de volgende verkiezingen, op de plaats waar het arbeidsreglement van de onderneming wordt bewaard.

Wanneer de nieuwe leidinggevende functies gecreëerd worden na de datum van de aanplakking van het resultaat van de verkiezingen, kan de in het vorig lid bedoelde lijst aangepast worden.

In dit geval legt de werkgever schriftelijk een voorstel tot aanpassing van de lijst voor aan de raad of het comité vergezeld van, bij wijze van aanduiding, de naam van de personen die deze leidinggevende functies uitoefenen. Deze raad of dit comité deelt zijn opmerkingen mee aan de werkgever binnen de maand volgend op de overlegging van het voorstel aan de raad of het comité. Vervolgens deelt de werkgever, schriftelijk, zijn beslissing mee aan de raad of het comité en plakt hij deze aan in de lokalen van de onderneming op de plaats bepaald in artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. Binnen de zeven dagen volgend op de aanplakking van deze beslissing, is een beroep hiertegen mogelijk overeenkomstig dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 9 van dit besluit. Deze beslissing wijzigt de lijst van de leidinggevende functies vastgesteld in het bij artikel 11 bedoelde bericht en wordt bewaard tot aan de volgende verkiezingen op de plaats waar het arbeidsreglement van de onderneming bewaard wordt.

DEUXIEME PARTIE. — Autres dispositions relatives aux conseils et aux comités**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions communes**

Art. 82. Le conseil ou le comité se réunit sur convocation du chef d'entreprise au moins une fois par mois, à la date, à l'heure et au lieu déterminé par celui-ci.

Lorsqu'aucun recours n'est introduit pour annuler les élections ou pour annuler la désignation d'un délégué représentant l'employeur, la première réunion du conseil ou du comité se tient au plus tard dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai de recours fixé par le Roi ou dans les trente jours qui suivent la décision judiciaire définitive validant les élections.

La règle générale prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois d'application qu'à défaut de dispositions particulières de règlements d'ordre intérieur prévoyant un délai plus court.

Lorsqu'un recours a été introduit pour annuler les élections ou pour annuler la désignation d'un délégué représentant l'employeur, l'ancien conseil ou l'ancien comité continue à exercer ses missions jusqu'à ce que la composition du nouveau conseil ou du nouveau comité est devenue définitive.

Art. 83. L'employeur est tenu de convoquer le conseil ou le comité lorsqu'un tiers au moins des membres effectifs de la délégation du personnel lui en fait la demande. Les représentants indiquent les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Les frais supplémentaires de transport des délégués du personnel sont à charge de l'employeur dans les cas suivants :

- a) quand ils assistent à des réunions intersièges;
- b) quand ils doivent se rendre en dehors de leurs heures de travail à des réunions avec leurs propres moyens de transport;
- c) quand ils sont dans l'impossibilité de faire usage de leurs titres de transport normaux.

Art. 84. Le secrétaire du conseil ou du comité tient le procès-verbal de chaque réunion.

Au procès-verbal sont actés : les propositions faites au conseil ou au comité, les décisions prises ainsi qu'un résumé fidèle des débats.

Le procès-verbal de la réunion est lu et approuvé à l'ouverture de la réunion suivante.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières relatives au conseil d'entreprise

Art. 85. Le conseil peut décider qu'il remplira à l'avenir les fonctions attribuées à un comité, aux conditions suivantes :

- 1° la décision ne peut être prise que de l'avis conforme préalable du comité;
- 2° la décision ne peut être prise que si les organisations des travailleurs représentées au sein de la délégation du personnel du conseil d'entreprise groupent au moins 60 p.c. des membres du personnel;
- 3° le conseil devra préalablement s'assurer du concours des personnes faisant déjà partie du comité et notamment du conseiller en prévention, du ou des membres du personnel de maîtrise, du médecin et de l'assistante sociale du service médical et, le cas échéant, des techniciens appartenant à l'entreprise;
- 4° la décision n'a d'effets qu'après avoir été approuvée par le Ministre fédéral qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

Art. 86. Dans les entreprises occupant moins de cent travailleurs dans lesquelles doit être institué un conseil, les délégués du personnel élus au comité exercent le mandat des délégués du conseil.

Si ces délégués sont remplacés conformément à l'article 80, leurs remplaçants exercent également leur mandat au conseil.

Le conseil continue à fonctionner séparément du comité selon les règles fixées à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1948.

CHAPITRE III. — Surveillance

Art. 87. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont désignés comme fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'exécution de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du

TWEEDE DEEL. — Andere bepalingen betreffende de raden en comités**HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen**

Art. 82. De raad of het comité, bijeengeroepen door het ondernemingshoofd, vergadert ten minste eenmaal per maand op de datum, het uur en de plaats die door het ondernemingshoofd worden vastgesteld.

Is geen beroep tot nietigverklaring van de verkiezingen of tot nietigverklaring van de aanduiding van een werkgeversafgevaardigde ingesteld, dan wordt de eerste vergadering van de raad of het comité gehouden uiterlijk binnen 30 dagen na het verstrijken van de door de Koning vastgestelde beroepstermijn of binnen 30 dagen na de definitieve gerechtelijke beslissing tot geldigverklaring van de verkiezingen.

De in het voorafgaande lid bepaalde algemene regel is evenwel alleen dan van toepassing wanneer geen bijzondere bepalingen in de huishoudelijke reglementen voorkomen waarbij een kortere termijn wordt bepaald.

Wanneer een beroep wordt ingesteld tot nietigverklaring van de verkiezingen of tot nietigverklaring van de aanduiding van een werkgeversafgevaardigde, blijft de oude raad of het oude comité zijn taken uitvoeren tot de samenstelling van de nieuwe raad of het nieuwe comité definitief is geworden.

Art. 83. De werkgever moet de raad of het comité bijeenroepen wanneer ten minste een derde van de gewone leden van de personeelsafvaardiging hem hierom verzoekt. De verzoekers doen mededeling van de punten die zij op de agenda geplaatst wensen te zien.

De aanvullende vervoerskosten van de personeelsafgevaardigden zijn ten laste van de werkgever in de volgende gevallen :

- a) wanneer zij vergaderingen tussen verschillende zetels bijwonen;
- b) wanneer zij, buiten hun gewone werkuren, met hun eigen vervoermiddelen vergaderingen moeten bijwonen;
- c) wanneer zij zich in de onmogelijkheid bevinden om van hun normale vervoerbewijzen gebruik te maken.

Art. 84. De secretaris van de raad of het comité maakt de notulen van iedere vergadering op.

In de notulen worden opgetekend : de in de raad of het comité gedane voorstellen, de genomen beslissingen, alsmede een getrouwe korte inhoud van de beraadslagingen.

De notulen der vergadering worden bij de opening van de volgende vergadering voorgelezen en goedgekeurd.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen betreffende de ondernemingsraad

Art. 85. De raad kan beslissen dat hij in de toekomst de aan een comité opgedragen taken zal vervullen, waarbij de volgende voorwaarden gelden :

- 1° de beslissing kan eerst genomen worden na eensluidend advies van het comité;
- 2° de beslissing kan alleen dan worden genomen wanneer de werknemersorganisaties die in de personeelsafvaardiging van de ondernemingsraad vertegenwoordigd zijn, ten minste 60 pct. van de personeelsleden verenigen;

3° de raad zal vooraf een beroep doen op de medewerking van personen die reeds zitting hebben in het comité, met name van de preventieadviseur, van het lid of van de leden van het leidinggevend personeel, van de geneesheer en van de sociaal assistente van de medische dienst en, eventueel van technici van de onderneming;

4° de beslissing heeft pas uitwerking nadat zij is goedgekeurd door de federale Minister bevoegd voor de werkgelegenheid en de arbeid.

Art. 86. In de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tewerkstellen en waar een raad moet worden opgericht, oefenen de personeelsafgevaardigden, verkozen voor het comité het mandaat uit van afgevaardigden voor de raad.

Wanneer deze afgevaardigden overeenkomstig artikel 80 worden vervangen, oefenen hun plaatsvervangers eveneens hun mandaat in de raad uit.

De raad blijft afzonderlijk functioneren volgens de regeling vastgesteld bij artikel 22 van de wet van 20 september 1948.

HOOFDSTUK III. — Toezicht

Art. 87. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, worden de sociaal inspecteurs van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, belast met de inspraakorganen, aangewezen als

4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en ce qui concerne la désignation des délégués du personnel des comités pour la prévention et la protection au travail, et de ses arrêtés d'exécution, les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale chargé des organes de participation.

L'alinéa 1er ne s'applique pas à la surveillance des dispositions de l'article 15, b, et des articles 15bis à quiniques de la loi du 20 septembre 1948 et de leurs arrêtés d'exécution.

Art. 88. Ils peuvent exiger communication par l'employeur, ses préposés ou mandataires, des listes électorales ainsi que de toute pièce justificative concernant les conditions d'électorat et d'éligibilité et de tous renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 89. Ils peuvent également exiger de l'employeur, ses préposés ou mandataires, communication des procès-verbaux des réunions du conseil d'entreprise. Ils peuvent assister aux réunions du conseil d'entreprise, si la demande dûment motivée en est faite, soit par le conseil, soit par l'employeur, soit par des délégués des travailleurs; ils n'ont toutefois pas voix délibérative.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 90. L'arrêté royal du 25 mai 1999 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités pour la prévention et la protection au travail est abrogé.

Art. 91. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 92. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 20 septembre 1948, *Moniteur belge* des 27-28 septembre 1948.

Loi du 15 juin 1953, *Moniteur belge* du 18 juin 1953.

Loi du 15 mars 1954, *Moniteur belge* du 2 avril 1954.

Loi du 28 janvier 1963, *Moniteur belge* du 8 février 1963.

Loi du 16 janvier 1967, *Moniteur belge* du 21 janvier 1967.

Loi du 17 février 1971, *Moniteur belge* du 23 février 1971.

Arrêté royal du 1er mars 1971, *Moniteur belge* du 11 mars 1971.

Loi du 23 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 15 du 23 octobre 1978, *Moniteur belge* du 9 novembre 1978.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 21 février 1985, *Moniteur belge* du 28 février 1985. Erratum *Moniteur belge* du 19 avril 1985.

Loi du 29 juillet 1986, *Moniteur belge* du 20 août 1986.

Loi-programme du 22 décembre 1989, *Moniteur belge* du 30 décembre 1989.

Loi du 2 janvier 1991, *Moniteur belge* du 22 janvier 1991.

Loi du 19 mars 1991, *Moniteur belge* du 29 mars 1991.

Arrêté royal du 21 mai 1991, *Moniteur belge* du 28 mai 1991.

Loi du 7 juillet 1994, *Moniteur belge* du 5 août 1994.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996.

Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.

Loi du 28 février 1999, *Moniteur belge* du 18 mars 1999.

Loi du 5 mars 1999, *Moniteur belge* du 18 mars 1999.

Loi du 3 mai 2003, *Moniteur belge* du 16 mai 2003.

ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en haar uitvoeringsbesluiten en van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk met betrekking tot de aanwijzing van de afgevaardigden van het personeel van de comités voor preventie en bescherming op het werk, en haar uitvoeringsbesluiten.

Het eerste lid is niet van toepassing op het toezicht over de bepalingen van artikel 15, b, en de artikelen 15bis tot quiniques van de wet van 20 september 1948 en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 88. Zij mogen eveneens van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers mededeling eisen van de kiezerslijsten evenals van ieder bewijsstuk betreffende de voorwaarden inzake kiesrecht en inzake verkiesbaarheid en van alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Art. 89. Zij mogen eveneens van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers mededeling eisen van de notulen van de vergaderingen van de ondernemingsraad. Zij mogen de vergaderingen van de ondernemingsraad bijwonen, indien daartoe een behoorlijk gemotiveerde aanvraag is gedaan hetzij door de raad, hetzij door de werkgever, hetzij door de afgevaardigden van de werknemers; zij zijn evenwel niet stemgerechtigd.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 90. Het koninklijk besluit van 25 mei 1999 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk, wordt opgeheven.

Art. 91. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 92. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 20 september 1948, *Belgisch Staatsblad* van 27-28 september 1948.

Wet van 15 juni 1953, *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1953.

Wet van 15 maart 1954, *Belgisch Staatsblad* van 2 april 1954.

Wet van 28 januari 1963, *Belgisch Staatsblad* van 8 februari 1963.

Wet van 16 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1967.

Wet van 17 februari 1971, van 23 februari 1971.

Koninklijk besluit van 1 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 11 maart 1971.

Wet van 23 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Koninklijk besluit nr. 4 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 15 van 23 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 9 november 1978.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 21 februari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 1985. Erratum *Belgisch Staatsblad* van 19 april 1985.

Wet van 29 juli 1986, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1986.

Programmawet van 22 december 1989, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1989.

Wet van 2 januari 1991, *Belgisch Staatsblad* van 22 januari 1991.

Wet van 19 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1991.

Koninklijk besluit van 21 mei 1991, *Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1991.

Wet van 7 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1994.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996.

Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

Wet van 28 februari 1999, *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1999.

Wet van 5 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1999.

Wet van 3 mei 2003, *Belgisch Staatsblad* van 16 mei 2003.

ANNEXES

MODELE I

OUVRIERS

BULLETIN DE VOTE

Entreprise:

, à

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail

Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATSListe n°1
sigle *

O

Delval, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(F)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(H)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(F)	<input type="radio"/>
Dubois, Jeanne	(F)	<input type="radio"/>
Maes, Danielle	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Houwaert, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(F)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(F)	<input type="radio"/>
Diest, Xavier	(H)	<input type="radio"/>
Robin, Myriam	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Haveaux, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(F)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(H)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(F)	<input type="radio"/>
Meunier, Marie	(F)	<input type="radio"/>
Delaere, Nicole	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE II

EMPLOYEES

BULLETIN DE VOTE

Entreprise:

, à

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail.

Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Rahier, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Thys, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Seghers, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE III

JEUNES TRAVAILLEURS

BULLETIN DE VOTE

Entreprise:

, à

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail.

Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;

2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;

3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Vanhege, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Barbaix, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Lambert, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
François, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE IV

OUVRIERS

BULLETIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise

Composition: 5 membres effectifs et 5 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 2 membres effectifs et 2 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Delval, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(F)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(H)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(F)	<input type="radio"/>

Houwaert, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(F)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(F)	<input type="radio"/>

Haveaux, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(F)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(H)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE V

EMPLOYEES

BULLETTIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Rahier, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Thys, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Seghers, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE VI

JEUNES TRAVAILLEURS

BULLETIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise.

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Vanhege, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Barbaix, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Lambert, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
François, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

MODELE VII

CADRES

BULLETTIN DE VOTE

, à

Entrepriŕe:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entrepriŕe.

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Liste n°4
sigle *

O

Liste n°5
L. IND.**

O

Poty, Antoine (H)	○
Delval, Anne (F)	○

Devos, Ursule (F)	○
Dieu, Hubert (H)	○

Buyl, Maur (F)	○
Paul, Marie (F)	○

Colin, France (F)	○
Claus, Fabien (H)	○

Demol, Sylvie (F)	○
Vion, Hubert (H)	○

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort comme prévu à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mai 2003.

** liste de candidats cadres présentée par les cadres de l'entreprise

Vu pour être annexé à notre arrêté du 15 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,

Mme L. ONKELINX

BIJLAGEN**MODEL I****ARBEIDERS****STEMBILJET**

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;

2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;

3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Delval, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(V)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(M)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(V)	<input type="radio"/>
Dubois, Jeanne	(V)	<input type="radio"/>
Maes, Danielle	(V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Houwaert, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(V)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(V)	<input type="radio"/>
Diest, Xavier	(M)	<input type="radio"/>
Robin, Myriam	(V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Haveaux, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(M)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(V)	<input type="radio"/>
Meunier, Marie	(V)	<input type="radio"/>
Delaere, Nicole	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

MODEL II

BEDIENDEN

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Rahier, Jean (M)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane (V)	<input type="radio"/>

Thys, Maurice (M)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte (V)	<input type="radio"/>

Seghers, Pierre (M)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette (V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

MODEL III

JEUGDIGE WERKNEMERS

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;

2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;

3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Vanhege, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(V)	<input type="radio"/>

Barbaix, Maurice	(M)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(V)	<input type="radio"/>

Lambert, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
François, Violette	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

ARBEIDERS

MODEL IV

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 5 gewone en 5 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Delval, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(V)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(M)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(V)	<input type="radio"/>

Houwaert, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(V)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(V)	<input type="radio"/>

Haveaux, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(M)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

MODEL V

BEDIENDEN

STEMBILJET

Onderneming: _____, te _____

Datum van de verkiezingen: _____

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid ;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Rahier, Jean (M)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane (V)	<input type="radio"/>

Thys, Maurice (M)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte (V)	<input type="radio"/>

Seghers, Pierre (M)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette (V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

MODEL VI

JEUGDIGE WERKNEMERS

STEMBILJET

Onderneming: _____, te _____

Datum van de verkiezingen: _____

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Vanhege, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(V)	<input type="radio"/>

Barbaix, Maurice	(M)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(V)	<input type="radio"/>

Lambert, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
François, Violette	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

MODEL VII

KADERLEDEN

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Lijst nr 4
letterwoord *

O

Lijst nr 5
IND. L. **

O

Poty, Antoine (M)	○
Delval, Anne (V)	○

Devos, Ursule (V)	○
Dieu, Hubert (M)	○

Buyl, Maur (V)	○
Paul, Marie (V)	○

Colin, France (V)	○
Claus, Fabien (M)	○

Demol, Sylvie (V)	○
Vion, Hubert (M)	○

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting zoals bepaald in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 mei 2003.

** lijst van kandidaten-kaderleden voorgedragen door de kaderleden van de onderneming

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 15 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,

Mevr. L. ONKELINX